



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Affaires étrangères

| Janvier 2014

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Défendre un objectif européen de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 puis de 60 % en 2040 accompagné d'un mécanisme d'inclusion carbone

La Commission européenne a proposé que l'Union européenne adopte un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de -40% en 2030 par rapport à 1990. Le Conseil européen de mars 2014 est appelé à examiner et à adopter cette proposition que la France soutient.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

2

Rechercher un accord global lors de la Conférence des parties de 2015 que la France est candidate à accueillir

La candidature de la France pour accueillir la COP21 a été officiellement retenue lors de la COP19 qui s'est tenue à Varsovie en novembre 2013. La COP19 a également confirmé la feuille de route et le calendrier de préparation de l'accord de 2015, notamment en invitant les Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique à présenter leurs contributions à l'accord « au cours du premier trimestre 2015 ».

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

3

Œuvrer pour une prise en compte des émissions de l'aviation civile en faveur d'une transition vers un système international.

L'Assemblée générale de l'OACI (24 septembre – 4 octobre 2013) a adopté la résolution A38-18 sur le changement climatique, comprenant l'objectif de parvenir en 2016 à un système mondial de mesures fondées sur le marché, à mettre en œuvre d'ici 2020.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

4

Participer aux réflexions engagées sur l'architecture du financement dans le domaine de l'environnement, et notamment sur l'articulation entre le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le futur fonds vert pour le climat

La France participe au Conseil du Fonds Vert Climat. La France a transmis ses positions préliminaires sur les orientations stratégiques et le positionnement du FEM-6, le 30 avril 2013.

Ministère de l'économie et des finances
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

5

Conforter les engagements de la France en matière de protection de la biodiversité et des ressources naturelles, notamment au sein de la convention CITES, des organisations régionales de pêche et dans les négociations sur la Politique Commune de Pêche.

En matière de biodiversité, la France mobilise ses flux financiers à l'international pour se conformer à l'engagement d'Hyderabad pris lors de la COP11 de la Convention sur la biodiversité biologique de doublement d'ici 2015 (en clarifiant la comptabilité de sa contribution et en sensibilisant l'ensemble des institutions participant à l'effort d'aide publique au développement (APD) « biodiversité », incluant l'AFD, le Fonds français pour l'environnement mondial, les instituts de recherche, le secteur privé, les collectivités territoriales et les organisations non gouvernementales). La France alimente, aux côtés de la Commission, un dialogue au niveau européen sur cette question.

D'autres mesures dans la politique de l'Agence française de développement (AFD) ont été entérinées en 2013 pour répondre également aux engagements d'Hyderabad, en particulier l'adoption d'un cadre d'intervention transversal (CIT) Biodiversité ou l'institutionnalisation du « second avis développement durable », permettant l'intégration de la biodiversité dans les projets de l'AFD. Celui-ci a fait l'objet d'une phase de test en 2013.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

La question de la protection des océans et de la gestion durable des pêches dans les pays en développement a été inscrite au comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) 2013. La France est à cet égard particulièrement engagée dans les négociations relatives à la mise en œuvre de l'instrument de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM).

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

6

Engager rapidement la ratification du Protocole de Nagoya

La France a participé activement à la négociation du projet de règlement européen, qui conditionne la possibilité pour tous les Etats membres de ratifier le Protocole. Au niveau français, le projet de loi relatif à la biodiversité, qui sera déposé en mars 2014, permettra notamment l'instauration d'un régime national d'accès aux ressources génétiques. Sur ces bases, le processus formel de ratification du Protocole sera initié cette année.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

7

Promouvoir un verdissement ambitieux du premier pilier de la politique agricole commune (PAC)

Les contributions que le ministère est invité à faire dans le cadre de l'élaboration des positions françaises sur le verdissement de la PAC vont dans le sens d'une approche durable de l'agriculture dans le cadre d'objectifs de sécurité alimentaire, d'emploi et de durabilité environnementale

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

8

Accorder une priorité particulière au rehaussement du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), à la gouvernance du développement durable et à la protection de la biodiversité en haute mer et aux enjeux de protection des pôles

Le conseil d'administration du PNUE a été rebaptisé Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE) (décision du Conseil d'administration, lors de sa première session universelle, confirmée en décembre 2013 par l'Assemblée générale des Nations unies). En juin 2014, la toute première ANUE à Nairobi devrait confirmer le rôle renforcé du PNUE en tant qu'autorité mondiale de l'environnement. Les débats thématiques, prévus lors du segment ministériel, devraient notamment permettre de conférer davantage de visibilité politique au PNUE comme partenaire incontournable des discussions, notamment en vue de l'intégration du pilier environnemental du développement durable dans l'agenda post-2015.

Le Forum politique de haut niveau, prévu par la déclaration finale de Rio+20, pour le développement durable a été créé officiellement le 9 juillet 2013 (résolution 67/290 qui définit sa structure et son mode de fonctionnement) par l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), succédant ainsi à la Commission du développement durable. Le forum a tenu sa première réunion le 24 septembre 2013 lors de la semaine ministérielle de l'AGNU, réunion à laquelle a participé le Ministre délégué chargé du développement. La France mobilise ses partenaires pour tenter de faire adopter par l'AGNU l'engagement pris à Rio+20 (§162) de lancer une négociation internationale sur la protection de la biodiversité en haute mer.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

La France et l'Australie portent ensemble un projet de création d'une aire marine protégée de 2 millions de km carrés en Antarctique de l'Est.

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

9

Défendre au sein des institutions financières internationales la priorité à donner aux investissements inscrits dans des stratégies globales de durabilité

Le ministère a engagé un dialogue technique avec la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque Mondiale sur les clauses de sauvegarde et sur le niveau d'exigence associé aux critères environnementaux et sociaux dans les dossiers d'appel d'offre de ces organismes.

Ministère de l'économie et des finances

10

Inclure la transition écologique dans la politique d'aide au développement notamment dans l'action de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds européen de développement.

Les documents stratégiques de cadrage de l'AFD adopté en 2012 et en 2013 (notamment dans les secteurs Energie, Sécurité Alimentaire, et Biodiversité) ont positionné les notions de transition écologique et de développement durable au cœur ou en priorité dans leurs approches. L'AFD a investi 905 millions d'euros dans les énergies renouvelables, en augmentation de 30% par rapport à 2011. Le cadre d'intervention sectoriel (CIS) sécurité alimentaire promeut activement la petite agriculture familiale, l'agroécologie et introduit une obligation de zéro déforestation pour les projets de financement de grandes plantations. Le dispositif de responsabilité social des entreprises (RSE) de l'AFD est progressivement renforcé. Par ailleurs, une politique d'influence a été engagée lors de la révision des clauses de sauvegarde de la Banque Mondiale, ainsi que des politiques énergétiques de la BEI et de la BERD.

Ministère de l'économie et des finances

11

Veiller à la promotion de la transition écologique dans le nouvel agenda du développement et notamment l'évaluation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et l'élaboration des objectifs du développement durable (ODD)

La France défend de manière continue la convergence des agendas développement et développement durable dans le cadre des négociations sur l'agenda post-2015, dans les instances sectorielles, comme au sein du Groupe ouvert sur les Objectifs de développement durable (ODD) dont la France, représentée par le Ministre délégué, est membre dans le cadre d'une troïka France-Suisse-Allemagne. A cet égard, l'évènement spécial sur le suivi des OMD organisé à New York en septembre 2013, qui a défini les principes et la feuille de route qui guideront l'élaboration de l'agenda pour l'après-2015, a paru constituer un pas en avant vers un l'élaboration d'un agenda unique. A la suite de la huitième et dernière session du Groupe ouvert sur les ODD, cinq sessions additionnelles se tiendront pour accomplir le mandat de Rio+20 et dresser une liste d'objectifs. L'intégration ambitieuse du pilier environnemental du développement durable, et notamment des enjeux climatiques, dans les objectifs constitue par ailleurs une priorité pour la France.

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

12

Renforcer l'association dans la durée de la société civile à l'élaboration et la conduite de la politique de développement

A la suite des recommandations des Assises du Développement et de la Solidarité Internationale, le ministère a mis en place en 2013 un Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale, regroupant les différentes parties prenantes et en particulier les représentants de la société civile. La consultation de la société civile ainsi que des parties prenantes au Sud lors de l'élaboration des cadres d'intervention stratégique de l'AFD (Sécurité alimentaire, Biodiversité...) est une règle réaffirmée et appliquée systématiquement.

Au sein de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, la France promeut l'association active de la société civile à l'élaboration des décisions, en application des conclusions du sommet Rio+20. La France a également élaboré un document de position en concertation avec les acteurs de la société civile en vue des négociations sur l'agenda post-2015. Ces derniers sont pleinement associés par le biais de réunions de concertation régulières.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'économie et des finances

13

Concrétiser les avancées enregistrées en soutien à l'idée de la mise en place d'une taxation internationale des transactions financières (TTF) dont une partie du produit pourrait notamment abonder la solidarité internationale et le développement durable ; contribuer de manière générale à la réflexion internationale sur les financements innovants et soutenir la micro-finance.

Conformément à l'engagement présidentiel, la part des revenus de la taxe française sur les transactions financières (TTF) allouée au développement passera de 10 à 15% en 2014, en vue d'une contribution au Fonds vert pour le climat. Par ailleurs, la France milite aux côtés de l'Allemagne en faveur de l'acceptation, par les partenaires européens participant au projet de coopération renforcée, d'une affectation au développement et au climat d'une part significative des recettes de la future TTF européenne.

Dans le cadre du groupe pilote sur les financements innovants, la France a favorisé la création d'un groupe de travail spécifique sur les financements innovants pour le climat. La France a également financé la publication (en janvier 2014) d'une étude sur les initiatives innovantes de financement pour la biodiversité. Celle-ci privilégie l'appui à trois types d'initiatives: (1) les marchés de produits verts ; (2) la conversion des subventions néfastes; (3) la surcompensation des atteintes à la biodiversité. Ces recommandations seront portées par la France lors du prochain dialogue de Quito sur la mobilisation des ressources pour la biodiversité (avril 2014) dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la conservation de la biodiversité. En 2013, le ministère a conduit une étude qui vient d'être finalisée, sur les initiatives innovantes pour le financement de la biodiversité.

Ministère de l'économie et des finances

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

14

Mobiliser les agents du réseau diplomatique pour suivre les politiques en matière de transition écologique dans leur pays de résidence, dont ils rendront compte chaque année

Ce sujet sera inscrit à l'ordre du jour de la réunion annuelle des agents du réseau "diplomatie verte" au sein du ministère et sera poursuivi en liaison avec les initiatives prises en matière de politique de communication sur l'économie verte.

En interne, le projet « Ambassade verte » sera renforcé avec une cartographie des pratiques écoresponsables dans les postes et une sensibilisation accrue aux principes du Plan Administration exemplaire.

15

Donner une place centrale dans notre nouvelle diplomatie économique à la promotion des acteurs français de « l'économie verte et inclusive », notamment ceux de la ville durable, en veillant à mobiliser au profit des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et PMI d'excellence

Le ministère s'implique à plusieurs niveaux :

- * il mène une réflexion sur l'évaluation du rôle du Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT), plateforme des acteurs français de la coopération urbaine pour valoriser l'expertise urbaine française à l'international ;
- * il participe à l'élaboration du volet international de la feuille de route sur le développement urbain durable confiée au ministère du logement et de l'égalité des territoires ;
- * il intègre la promotion de la ville durable et des acteurs de l'économie verte dans les volets économiques des plans d'actions des ambassades et dans les feuilles de route pour les représentants spéciaux du MAE (pour la Chine, le Mexique et l'Inde) ;
- * il participe au groupe du Comité stratégique des éco industries sur la "Ville durable" et à la rédaction du contrat de filière éco-industries sur le volet export ;
- * Une table ronde "diplomatie économique et développement urbain durable" a été organisée aux rencontres Quai d'Orsay Entreprises le 9 avril 2013 ;
- * Un cadre stratégique Ville Durable de l'AFD a été programmé pour une adoption en 2014.

Dans le cadre de la circulaire du Premier Ministre du 25 septembre 2013 relative au soutien à l'innovation par l'achat public, le MAE a rencontré de nombreuses TPE et PME innovantes dans le domaine de la gestion immobilière et énergétique.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
16 Faire de la politique de transition écologique un axe fort de la politique de communication à l'international	Une réflexion est en cours pour la création sur le site Diplonet d'un espace consacré à la transition écologique et énergétique. Cet espace devrait être conjointement utilisé pour la promotion des acteurs et initiatives françaises en matière d'économie verte à tous les échelons, national, régional et local.	
17 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Des formations "climat", "bilan carbone", et "biodiversité et développement" sont organisés par l'AFD. Le MAE mène une réflexion sur le renforcement de l'offre d'échange et de formation sur l'environnement et le développement durable des cadres du MAE et des représentants du réseau diplomatique. Un travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous ministères
18 Mobiliser les services en vue de l'engagement, dès le début de l'année 2013, de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche à l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ceux-ci se poursuivront en 2014.	Tous ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Éducation nationale

| Janvier 2014

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>1 Développer l'information sur la biodiversité notamment dans les programmes scolaires.</p>	<p>La biodiversité est prise en compte dans les programmes d'enseignement, dans l'offre de formation nationale et académique des enseignants et fait l'objet de projets académiques, d'écoles et d'établissements scolaires et dans la production de ressources pédagogiques. Ces enjeux sont présents dans les premières saisines du Conseil supérieur des programmes. L'ensemble, comme le propose le rapport du recteur Jacques Moret, rendu en septembre 2013, est soutenu par des partenariats nationaux et territoriaux, avec de nombreux organismes spécialisés, comme celui en cours d'élaboration avec la fédération nationale des parcs naturels régionaux de France.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>2 Prendre en compte les problématiques spécifiques liées à la transition énergétique dans les réflexions sur les transitions professionnelles à la suite de la Conférence sociale</p>	<p>La formation professionnelle intègre la problématique du développement durable depuis plusieurs années. Depuis la rentrée scolaire 2012, ont été revus 11 CAP bâtiment et travaux publics, 11 BEP, qui prennent fortement en compte la problématique énergétique et trois mentions complémentaires de niveau IV, dont Technicien en énergies renouvelables. Le ministère s'implique dans ces problématiques également avec la création du Conseil national Éducation Entreprise, de la relation entre école et entreprise et par la prise en compte des enjeux du développement durable dans la réforme des diplômes professionnels.</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi de la formation professionnelle et du dialogue social Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>3 Participer aux travaux de la plate-forme d'actions globale pour la responsabilité sociale et environnementale (RSE)</p>	<p>Le MEN participera activement à ces travaux, pour faire le lien également avec le nouveau conseil national éducation économie.</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi de la formation professionnelle et du dialogue social Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>4 Apporter votre concours à l'évaluation du PNSE 2 et préparation PNSE 3 pour ce qui concerne notamment le diagnostic des écoles construites sur d'anciens sites industriels susceptibles d'être pollués</p>	<p>Le diagnostic des sols dans les établissements recevant des enfants et des adolescents, implantés sur ou à proximité d'anciens sites industriels potentiellement pollués est mené conjointement par le MEDDE, le ministère de l'Éducation nationale et l'Institut français des formateurs risques majeurs et protection de l'environnement (IFFO RME. Cette démarche a été achevée dans 70 départements et une seconde liste est en cours de finalisation. Une deuxième vague de diagnostics a été lancée début 2013 dans 21 nouveaux départements (soit 91 au total). Cette opération est aussi menée sous un angle pédagogique.</p>	<p>Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère de l'Éducation nationale

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

5	Prendre en compte ces enjeux dans le cadre de la construction et la mise en service de nouveaux équipements scolaires.	Depuis plusieurs années, les EPLE et les nouvelles écoles sont construits selon des normes haute qualité environnementale (HQE) ou bâtiment basse consommation (BBC).	
6	Développer un outil de reconnaissance des projets d'établissements scolaires mettant en œuvre la transition écologique	Un label national "E3D" (démarche globale de développement durable) a été créé, afin d'être une modalité de reconnaissance nationale de ces projets scolaires. Le processus de la labellisation nationale est lancé depuis septembre 2013.	
7	Veiller à la cohérence entre les politiques de transition écologique et politiques européennes	Les programmes européens et les coopérations scolaires bilatérales sont autant de supports à la multiplication de projets scolaires de développement durable, comme le programme européen E twinning.	
8	Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Les processus de formation des cadres supérieurs de l'éducation nationale prennent désormais en compte le développement durable. Par ailleurs, un nombre croissant de recteurs est issu de fonctions y ayant trait et sont sensibles et impliqués dans les enjeux du développement durable. Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous les ministères
9	Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche à l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ceux-ci se poursuivront en 2014.	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le **ministère de la Justice**

| Janvier 2014

Ministère de la Justice

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Promouvoir le développement de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)	Sur la modification du décret du 24 avril 2012: le nouveau décret qui supprime quasiment la distinction cotées non cotées est en attente de la signature du Premier Ministre. La réflexion sur le remplacement du critère de cotation a lieu dans le cadre des groupes de travail de la plateforme RSE. Le ministère participe au groupe de travail de la plateforme RSE sur le reporting RSE. L'arrêté du 24 mai 2013 a été publié au JO du 14 juin 2013	Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Economie et des Finances
2 Prendre part à la mise en place du régime juridique de l'accès et du partage des avantages (APA)	L'analyse juridique relative aux servitudes environnementales a été communiquée au MEDDE	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
3 Mener une expertise de la possibilité d'introduire en droit français de nouvelles servitudes conventionnelles à vocation environnementale ou des obligations réelles, ou des outils juridiques alternatifs	L'expertise est en cours.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
4 Mobiliser les établissements publics d'enseignement de votre ministère (Ecole nationale de la magistrature) pour y renforcer les formations des magistrats concernant les atteintes à l'environnement	La formation des auditeurs de justice sur les atteintes à l'environnement est déjà prise en compte en formation initiale à tous les stades de cette période (formation à l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), stage, préparation aux premières fonctions). Pour la formation continue, la mobilisation de l'ENM sur ce sujet est soutenue, plusieurs sessions étant proposées.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Education nationale

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>5 Sensibiliser les procureurs à la nécessité d'apporter une réponse pénale cohérente et rigoureuse aux infractions environnementales</p>	<p>La révision de la circulaire relative aux orientations de politique pénale en matière environnementale, à l'occasion de l'entrée en vigueur au 1er juillet 2013 de l'ordonnance n°2012-34 sur la réforme des polices de l'environnement, est actuellement en cours. La dernière réunion du groupe de travail sur l'élaboration de cette circulaire a eu lieu le 22 mai.</p>	
<p>6 Poursuivre les travaux visant à l'articulation des procédures de la police de l'eau et de la nature</p>	<p>Le projet « Opale convergence » a pour objectif la réalisation d'un outil partagé (ministères de l'écologie et de la Justice) d'aide à la rédaction des procès-verbaux par les agents de la police de l'eau et, plus généralement, de la police de l'environnement. Le dernier comité de pilotage a eu lieu le 21 mars 2013.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p>
<p>7 Veiller, en matière de rénovation énergétique des logements, à mettre en place des mesures permettant de favoriser les travaux dans les copropriétés. Sensibiliser les syndicats de copropriété aux enjeux de cette rénovation énergétique.</p>	<p>Les représentants des organisations professionnelles de syndicats de copropriété ont été consultés à l'occasion de l'élaboration du projet de décret et sensibilisés aux enjeux de la rénovation énergétique, notamment au moyen de cet outil de financement.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Egalité des territoires et du logement</p>
<p>8 Proposer l'introduction de la notion de « préjudice écologique » dans le code civil</p>	<p>A l'issue des concertations qui se sont achevées en janvier 2014, un dispositif relatif à la réparation du préjudice écologique doit être inséré dans un projet global de réforme de la responsabilité civile ou un texte autonome sera élaboré.</p>	

Ministère de la Justice

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

9

Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes

Une attention particulière est portée sur ce point lors des négociations menées par le ministère.

10

Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique

Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.

Tous ministères

11

Mobiliser les services en vue de l'engagement de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique

Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.

Tous ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Économie et des Finances

| Janvier 2014

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1	Renforcer la fiscalité écologique	Le Comité de Perthuis pour la fiscalité écologique (CFE), installé le 18 novembre 2012, a poursuivi ses travaux et 5 avis ont été adoptés : assiette carbone ; artificialisation des sols ; gazole-essence ; fluides frigorigènes et fiscalité/financement de l'économie circulaire. Par ailleurs, plusieurs mesures de renforcement de la fiscalité écologique ont été inscrites dans le cadre du PLF 2014 (TICPE, TGAP AIR, bonus-malus)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2	Examiner la question du maintien ou de l'aménagement des taux réduits de TICPE	Plusieurs mesures prises dans le cadre du PLF 2014 : suppression de l'exonération de TICGN pour les consommations de gaz non professionnelles ; relèvement des tarifs applicables au gaz, charbon et fioul lourd ; révision du régime applicable au gazole non routier ; abaissement des taux de défiscalisation pour les biocarburants de première génération.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3	Inscrire dans les missions de la Banque publique d'investissement (BPI) le soutien transition écologique et énergétique	La loi portant création de la BPI a été promulguée le 31 décembre 2012. Elle mentionne à plusieurs reprises la transition écologique et énergétique comme faisant partie de ses missions principales.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4	Elaborer un Livre blanc sur le financement de la transition écologique	Le Livre blanc a été présenté lors d'une réunion plénière du Conseil national de la transition écologique le 14 novembre et mise en ligne le 15 novembre pour consultation publique jusqu'au 31 janvier 2014.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

5

Promouvoir le développement de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

La plateforme RSE auprès du commissariat général à la stratégie et à la prospective a été installée le 17 juin.

L'arrêté mettant en place un mécanisme de vérification des informations a été publié.

Le projet de décret modifiant le décret du 24 avril 2012 est en cours de signature.

La mission interministérielle tripartite a remis son rapport le 14 juin aux Ministres sur une nouvelle politique nationale de la RSE.

Les documents préparatoires au plan national français sur la RSE ont été transmis à la Commission européenne.

La France, représentée par le MINEFI, soutient activement le projet de directive en discussion à Bruxelles et instaurant une obligation de reporting en matière de RSE pour les grandes entreprises.

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de la Justice

6

Défendre, dans les institutions financières internationales, la priorité aux problématiques de durabilité dans les investissements.

La France défend l'intégration des problématiques d'adaptation et d'atténuation dans les stratégies de développement mises en œuvre par les Banques multilatérales.

A titre d'exemple elle a signé avec l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et d'autre un document demandant la pleine prise en compte des questions de soutenabilité environnementale et de résilience à l'AID (Association internationale pour le développement).

La stratégie de long-terme de la Banque africaine de développement et qui repose sur 2 piliers, croissance inclusive et croissance verte, a été appuyée par la France et l'Allemagne.

Le ministère a instauré un dialogue avec la Banque Mondiale, en particulier lors des Assemblées de Printemps, au sujet de ses actions et de sa stratégie sur le changement climatique.

Enfin elle pousse vigoureusement le renforcement des sauvegardes environnementales et sociales dans les procédures de marchés publics de ces institutions.

Ministère des affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

7

Promouvoir la transition écologique dans la politique d'aide au développement

Le cadre d'intervention stratégique Climat (2011) et Energie (2012), qui prévoit notamment que 50% des engagements de l'Agence Française de Développement (AFD) devront contribuer à la lutte contre le changement climatique, a été adopté. La préparation d'un cadre d'intervention stratégique biodiversité (2013) est en cours.

L'AFD a adopté une résolution en conseil d'administration lui interdisant de financer des centrales à charbon ne disposant pas d'un dispositif de captage et de stockage de CO2.

La réflexion est en cours sur la possibilité de renforcer les exigences de RSE dans les appels d'offres de l'AFD.

Le cadre d'intervention stratégique Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (avril 2013), qui met notamment l'accent sur l'agriculture familiale, a été adopté.

Les objectifs de commerce équitable dans les financements de l'AFD sont inclus progressivement.

Ministère des affaires étrangères

8

Apporter au débat sur la transition énergétique l'expertise de vos services afin d'éclairer les enjeux économiques et financiers

Les services du Ministère participent aux groupes de travail interservices chargés de la rédaction du projet de loi sur la transition énergétique. Dans le cadre du CFE, le ministère participe à la réalisation de simulations macroéconomiques sur l'introduction d'une fiscalité sur le carbone, et en particulier dialogue avec l'ADEME et de l'OFCE sur le modèle Three-me.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

9

Orienter une partie des recettes de la taxe sur les transactions financières (TTF) affectée au financement de l'aide au développement vers le domaine de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique

10% du produit de la TTF française ont été affectés dans le cadre de la LFI 2013 au financement de l'aide au développement, notamment dans le domaine de la santé et de la lutte contre le changement climatique.

Concernant la TTF européenne, les discussions sont en cours sur le calibrage de la taxe (questions d'assiette). Il n'y a pas de décision prise sur l'affectation des recettes.

Le ministère participe activement à la réflexion sur l'architecture financière climatique et à son optimisation.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
10 Contribuer à la défense de l'objectif européen de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 puis de 60 % en 2040. Introduire un mécanisme d'inclusion carbone	Le débat sur la politique énergie climat européenne a été officiellement lancé suite à l'adoption par la Commission européenne d'un Livre vert le 27 mars 2013 "Un cadre pour les politiques en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030". La réponse de la France a été transmise à la Commission européenne. La France a plaidé pour la prise en compte des impacts du nouveau cadre énergie climat sur la compétitivité des entreprises.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
11 Contribuer au plan de rénovation thermique	Les propositions du Ministère sur la réforme du CIDD et de l'éco-PTZ ont été reprises en partie dans le PLF 2014. Le ministère participe aux travaux en cours sur le tiers financement et sur la mise en place d'un fond de garantie national pour la rénovation énergétique, dans la continuité du rapport intermédiaire de juin 2013 de CDC Climat. Le Ministère prend également part aux discussions relatives à l'évolution du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), notamment dans le cadre de la transposition de la directive sur l'efficacité énergétique	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
12 Contribuer à la reconquête de la biodiversité, en mettant en œuvre les décisions du Gouvernement en matière de fiscalité des biocarburants	Le Ministère a été auditionné par la mission CGEIET-CGAAER sur la fiscalité des biocarburants (rapport Vignolles-Mathieu). Le Ministère participe aux travaux interministériels relatifs à la renégociation de la directive européenne sur les biocarburants. Le Ministère a également été associé à l'élaboration du projet de loi sur la biodiversité et a produit une première analyse des dispositions qui y sont contenues.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
13 Renforcer les outils de mise en œuvre et d'évaluation, en lien avec les associations de consommateur, du plan Ecophyto	La mission IGF-CGEDD-CGAAER sur la fiscalité des produits phytosanitaires a rendu un rapport fin juillet qui propose un renforcement (assiette et taux) de la redevance pour pollutions diffuses. L'arrêté du 19 août 2013 établissant la liste des substances définies à l'article R. 213-48-13 du code de l'environnement relatif à la redevance pour pollutions diffuses et qui étend cette liste à de nouveaux produits, est entré en vigueur au 1er janvier 2014. La DG Trésor a été auditionnée et sollicitée dans ce cadre et elle continuera son travail d'évaluation des impacts économiques sur les nouveaux scénarios qui pourraient être présentés dans le cadre du comité fiscalité écologique (CFE). Une mission (IGF-CGAAER) est en cours de constitution sur la création d'un mécanisme de certificats phytosanitaires. Le Ministère a été consulté sur le projet de lettre de mission et pourra apporter son expertise sur les marchés environnementaux (CEE, quotas de GES...).	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
14 Intégrer l'objectif de freiner l'artificialisation des sols aux évolutions de la fiscalité de l'aménagement	<p>Le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), présenté en conseil des ministres le 26 juin 2013, va dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'intérêt des zones non artificialisées, notamment en termes de maintien de la biodiversité.</p> <p>Le projet de loi sur la biodiversité qui devrait être présenté en Conseil des Ministres prochainement comporte également un certain nombre de mesures destinées à renforcer la prise en compte de la biodiversité dans les politiques publiques nationales et locales.</p> <p>L'adaptation de la fiscalité de l'aménagement dans le but de freiner l'artificialisation des sols reste un chantier ouvert, que traitera le CFE en 2014 et qui sera suivi par la DG Trésor.</p>	Ministère de l'égalité des territoires et du logement
15 Promouvoir un verdissement ambitieux de la politique agricole commune (PAC)	La position défendue par la France a permis que le verdissement des soutiens directs reste ambitieux, après les négociations entre Parlement, Conseil et Commission, malgré les positions défensives de nombreux Etats membres.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
16 Contribuer à l'information des consommateurs sur les impacts des produits sur l'environnement	La phase expérimentale de l'affichage environnemental s'est achevée. Un projet de rapport-bilan du Gouvernement a été rédigé par le ministère de l'écologie (CGDD) pour être remis au Parlement. Une version intermédiaire a été présentée aux parties prenantes fin mai et discutée en interservices jusqu'en septembre 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé
17 Contribuer à l'élaboration d'une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens et en favorisant l'information du consommateur sur les risques émergents.	<p>Dans l'attente de l'interdiction du Bisphenol A dans les matériaux en contact avec des produits alimentaires au 1er janvier 2015, la DGCCRF a notifié à la Commission européenne et aux autres Etats membres un projet de décret prévoyant l'apposition d'un avertissement sanitaire déconseillant l'usage de ces matériaux aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants de moins de trois ans.</p> <p>L'ANSES a été interrogée sur la présence de phtalates dans les vins et spiritueux à l'occasion de taux élevés détectés dans des lots exportés en Chine.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
18 En accord avec les principes de la gouvernance environnementale, associer l'ensemble des parties prenantes	<p>Les parties prenantes ont été consultées via le conseil national de la consommation dans le cadre de l'expérimentation sur l'affichage environnemental, de même dans le cadre du débat national sur la transition énergétique.</p> <p>Le CNTE a été officiellement installé en septembre 2013. Le livre blanc sur le financement de la transition écologique a été présenté officiellement pour la première fois, par la DG Trésor et le CGDD, dans le cadre du CNTE (14 novembre).</p>	
19 Poursuivre le développement d'entreprises d'insertion et de l'économie sociale et solidaire dans les filières vertes et circuits courts	<p>Le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire a été adopté au Sénat en première lecture et prévoit que les sociétés commerciales dont l'objet social satisfait à titre principal à l'objectif de concourir au développement durable soient des entreprises de l'économie sociale et solidaire.</p> <p>L'économie sociale et solidaire (ESS) figure parmi les missions de la Banque publique d'investissement (BPI).</p> <p>Une réforme du système de financement de l'insertion par l'activité économique (IAE) est lancée (mission de la Sénatrice Demontes en cours)</p>	
20 Prendre en compte la dimension environnementale et sociale dans les financements de projets à l'international	<p>En cours.</p> <p>Les débats internationaux sur le « verdissement » des crédits export s'intensifient, sous l'influence des Etats-Unis et du Danemark, dans le cadre des négociations sur le financement de lutte contre le réchauffement climatique.</p>	
21 Appuyer la mise en place d'une nouvelle tarification de l'énergie	<p>Le ministère a alimenté la réflexion sur la tarification progressive en réalisant des simulations d'un mécanisme de bonus/malus sur les prix de l'énergie.</p>	
22 Favoriser le déploiement des compteurs communicants dans l'électricité comme le gaz	<p>Les travaux relatifs à la généralisation de Gazpar sont en cours.</p> <p>Une décision devrait être annoncée prochainement concernant Gazpar.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés	
23	Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	La dimension environnementale dans les accords de libre-échange de l'Union européenne a été renforcée. Le ministère œuvre en faveur de la libéralisation des biens et services environnementaux au niveau européen et multilatéral. Le ministère veille également à ce que les politiques énergétiques et climatiques soient étroitement articulées dans le débat sur les objectifs GES 2030 de l'Europe (Livre vert).	Tous les ministères
24	Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un module de sensibilisation est à créer en lien avec l'IFORE pour une mise en œuvre dans le cycle de formation des cadres dirigeants des ministères économiques et financiers début 2014. Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous les ministères
25	Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Affaires sociales et de la Santé

| Janvier 2014

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Préserver les moyens consacrés aux politiques de santé/environnement dans les agences régionales de santé (ARS), notamment dans les domaines de la lutte contre le bruit, des ondes électromagnétiques, des points noirs d'inégalités environnementales et de la qualité de l'air intérieur.

Concernant les radiofréquences, le comité des expérimentations sur la baisse des émissions et l'amélioration de la concertation lors de l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile a remis les rapports finaux en août 2013. L'Anses a actualisé la mise à jour de l'expertise collective "Radiofréquences et santé" en octobre 2013. En 2014, l'agence rendra un avis sur la compatibilité électromagnétique des dispositifs médicaux et sur les équipements radioélectriques dont l'usage est dédié aux enfants.

Les projets de décret et d'arrêté relatifs au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques ont été signés par les ministères concernés et sont en cours de publication.

Au sujet des ondes électromagnétiques d'extrêmement basses fréquences (lignes à haute tension), la saisine interministérielle de l'Anses a été lancée le 22 février 2013.

Une instruction du ministère de l'écologie relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité a été menée le 15 avril 2013. Plusieurs études sanitaires de zones cumulant des multi-expositions à des facteurs environnementaux, tels que les pollutions chimiques et physiques, ou la surexposition à des substances toxiques ont été engagées dans le cadre des Plans Régionaux de Santé Environnementaux 2.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

2

Encourager dès le début 2013 la coopération entre les ARS et les directions régionales de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) sur les politiques de santé environnementale

Des réunions ARS/DREAL se tiennent périodiquement. L'élaboration de référentiels méthodologiques en matière d'évaluation des risques sanitaires dans les études d'impacts (ERSEI) et d'urbanisme est en cours.

La DGS a participé à l'élaboration d'un guide sur l'analyse des effets sur la santé dans les études d'impact des ICPE qui est paru en août 2013. En 2014 un focus sera fait sur le développement de méthodes d'évaluation qualitative par type d'installation, en partenariat avec les agences nationales de sécurité sanitaire ou établissements publics.

Un guide sur la prise en compte des enjeux de santé dans les documents d'urbanisme sera diffusé début 2014 afin de clarifier les concepts d'un urbanisme favorable à la santé et de fournir un outil méthodologique à destination des ARS..

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

3	Renforcer les volets environnementaux du plan cancer	Les travaux pour l'élaboration du plan cancer 3 ont été lancés en vue de l'adoption du plan à la fin de l'année 2013. Le plan cancer 3 inclut un axe prévention, qui contiendra l'ensemble des mesures environnement. L'institut national du cancer participe à la structuration de son élaboration.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
4	Renforcer l'articulation entre les politiques menées dans le cadre de la santé publique, de la santé environnementale et de la santé au travail	Des réunions interservices ont eu lieu notamment dans le cadre de la préparation de la 2ème conférence sociale, et des évaluations du PNSE2. Le Comité d'Orientation des Conditions de Travail (COCT) définira la démarche permettant de réaliser un bilan provisoire du Plan Santé au travail 2 et de préparer le Plan Santé au Travail 3 (2015-2019) qui intégrera davantage les préoccupations de santé publique et environnementale.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social
5	Conduire d'ici juillet 2013 l'évaluation du plan national santé-environnement (PNSE) 2 et la préparation du PNSE 3	Les travaux d'évaluation par saisines du haut conseil de la santé publique et des inspections générales des ministères (environnement CGEDD, santé IGAS, recherche IGAENR) ont été rendus en juillet 2013. Dans ce cadre, une conférence s'est tenue les 3 et 4 juin 2013 à Lyon réunissant les acteurs de la santé environnement au niveau national, régional et local afin de dégager des pistes pour l'avenir sur la base de retours d'expériences.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
6	Proposer une stratégie nationale et des propositions d'action pour mieux connaître et encadrer les perturbateurs endocriniens	Un projet de stratégie nationale est en cours d'élaboration avec la participation de l'ensemble des parties prenantes. La stratégie comprend des actions de recherche, d'expertise, d'information du public et de réflexion sur l'encadrement réglementaire. Le résultat des travaux du groupe a été soumis à consultation publique en été 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

7

Proposer des mesures concernant la qualité de l'air, intérieur ou extérieur, la prévention des risques liés au bruit et la qualité de l'eau

Renforcer l'action des ARS dans la mise en œuvre des politiques liées à l'eau et de qualité de l'air extérieur

Au sujet de la qualité de l'air, le ministère a participé aux travaux du Comité interministériel sur la qualité de l'air (CIQA) et a proposé diverses actions sur la mise en place d'un plan d'action sur la qualité de l'air intérieur (QAI). Concernant l'eau, le ministère a participé au groupe de travail chargé d'établir une liste de 4 ou 5 substances émergentes dont les travaux devraient être finalisés pour fin juin 2013. L'ANSES est associée s'agissant des impacts sur la qualité de l'eau potable. Le contrôle sanitaire périodique des ARS des réseaux de distribution d'eau potable, d'eaux conditionnées et de baignades a été mis en place.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

8

Renforcer la mise à disposition du public des avis et études des organismes publics sur les risques ainsi que les études de biosurveillance dès 2014

Des travaux ont été présentés au groupe de suivi sur les risques émergents du PNSE2 en janvier 2013 pour actualiser le portail Toutsur'l'environnement. Les sites Internet des opérateurs sont également en cours d'adaptation. La biosurveillance humaine est menée sous l'égide de l'institut nationale de veille sanitaire (INVS). Deux publications récentes sur l'imprégnation de la population françaises par les métaux et les pesticides réalisés par l'INVS dans le cadre de l'étude nationale nutrition santé (ENNS) sont en ligne sur le site Internet de l'Institut.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

9

Participer à l'amélioration de l'information et de la concertation entre l'ensemble des acteurs concernés (santé, environnement, énergie, agriculture)

L'action est continue. Les agences de sécurité sanitaire développent la mise en œuvre de comités d'orientation en lien avec les parties prenantes (ANSES...).

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
10 Rendre obligatoire la mise en place de plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) dans les résidences pour personnes âgées et personnes à besoins spécifiques qui ne disposent pas d'un plan bleu	Les plans bleus sont obligatoires pour les EPHA et EPHAD (arrêté du 7 juillet 2005) et fortement recommandés pour les établissements pour personnes en situation de handicap (Instruction du directeur général de l'action sociale aux préfets du 14 juin 2007 et rappel dans l'instruction interministérielle du 10 avril 2013 relative au plan national canicule 2013). Des réflexions sont en cours sur les différents plans de mise en sûreté et leur généralisation.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
11 Contribuer à la réalisation de diagnostics de qualité des sols des établissements sensibles situés à proximité d'anciens sites industriels	La démarche de repérage des établissements recevant des populations dites sensibles implantés sur des sites potentiellement pollués du fait d'anciennes activités industrielles a été achevée dans 70 départements et une seconde liste est en cours de finalisation. Une deuxième vague de diagnostics a été lancée début 2013 dans 21 nouveaux départements (soit 91 au total).	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'éducation nationale Ministère de l'agriculture, de l'alimentaire et de la forêt
12 Poursuivre et valoriser l'action de la France dans le cadre du programme OMS/ CEE-ONU sur transports-santé-environnement	Une action de préparation a été mise en œuvre et soutenue, visant à la tenue d'une réunion du sommet : 4ème réunion stratégique ministérielle du Programme paneuropéen OMS/ONU sur les transports, la santé et l'environnement (PPE TSE), les 14-15-16 avril 2014 à Paris. La France participe aux travaux issus de la cinquième conférence des ministres de la santé et de l'environnement de la zone OMS Euro (53 pays) qui ont consisté essentiellement à la définition des indicateurs de suivi de la mise en œuvre des priorités de la conférence en matière de santé et d'environnement. La France est en soutien aux actions d'information relatives à l'accès équitable à l'eau pour la mise en œuvre du Protocole de Londres pour l'eau et la santé.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

13

Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique

Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique

Tous les ministères

14

Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique

Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.

Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Égalité des territoires
et du Logement

| Janvier 2014

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Engager un plan de rénovation thermique des logements

Les mesures du plan de rénovation énergétique de l'habitat ont été annoncées par le président de la République le 21 mars. Elles comprennent des mesures d'ordre financier, d'accompagnement des propriétaires et de mobilisation des professionnels.

Sur le plan financier, le programme Habiter Mieux à destination des ménages modestes a été renforcé et élargi. Une nouvelle prime de 1350€ a été mise en place pour les ménages de la classe moyenne. D'autres modifications du dispositif financier sont en cours dans le cadre de la loi de finances 2014 : TVA à 5,5%, optimisation du CIDD.

Sur le volet accompagnement des propriétaires, le réseau rénovation info service a été déployé en septembre : numéro de téléphone national, site Internet, réseau de PRIS (point rénovation info service) sur l'ensemble du territoire. La campagne de communication grand public a été lancée en octobre.

Sur le volet professionnel, l'éco-conditionnalité a été annoncée pour juillet 2014. L'avenant à la charte RGE travaux a été signé en novembre, ainsi qu'une charte études et une charte mobilisant les industriels.

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère de l'Economie et des Finances

2

Renforcer les dispositifs d'observation de la consommation des espaces pour favoriser la densification et les outils permettant de freiner l'artificialisation nette des espaces agricoles et naturels.

Le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) en discussion au Parlement comporte des dispositions visant à renforcer la lutte contre la surconsommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Ces dispositions placent la réflexion et les décisions en matière d'aménagement et d'urbanisme au niveau le plus approprié, c'est à dire de l'intercommunalité au minimum, afin d'éviter des projets inutilement concurrents et favorisant une surconsommation d'espaces. Par ailleurs les dispositifs d'observation et de suivi nationaux et départementaux de la consommation des espaces agricoles seront étendus aux espaces naturels et forestiers (disposition prévue dans le projet de loi d'avenir pour l'agriculture).

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>3 Participer à l'analyse des impacts de la fiscalité existante en matière d'urbanisme sur la consommation d'espace, et proposer les mesures correctrices</p>	<p>Des premières mesures destinées à développer la construction de logements et à lever certains obstacles réglementaires pour favoriser la densification des zones urbaines dans les zones tendues ont été adoptées dans le cadre des ordonnances du 3 octobre 2013 relatives au développement de la construction de logement et de la loi de finances 2014, parallèlement à un approfondissement des propositions émises par le groupe de travail fiscalité et artificialisation des sols dans le cadre du comité pour la fiscalité écologique.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p> <p>Ministère de l'Economie et des Finances</p>
<p>4 Proposer des systèmes innovants de financement dans une logique de transition écologique, notamment la BPI</p>	<p>Une réflexion est en cours avec l'appui de la Caisse des Dépôts et consignations pour déployer le fonds de garantie, annoncé par le Président de la République en septembre 2013, qui permettra de distribuer des prêts à la rénovation énergétique attractifs.</p> <p>Le projet de loi « accès au logement et à l'urbanisme rénové » (ALUR) a par ailleurs d'ores et déjà introduit une définition des sociétés de tiers-financement.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p> <p>Ministère de l'Economie et des Finances</p>
<p>5 Répondre aux enjeux de développement des énergies renouvelables, notamment des éoliennes, par une mise en œuvre raisonnée de la protection des paysages, du patrimoine et des sites historiques</p>	<p>En cours dans le cadre du projet de loi relatif à la biodiversité. La couverture de l'ensemble du territoire par des atlas des paysages vise à permettre de disposer d'une connaissance objectivée sur les paysages, en vue de mettre en œuvre des politiques de protection, de gestion et/ou d'aménagement en fonction des enjeux identifiés dans ces documents.</p> <p>La participation de la société civile à l'élaboration de ces politiques, par l'intermédiaire de la formulation d'objectifs de qualité paysagère vise à faciliter la définition, l'ancrage et la cohérence des projets dans les territoires.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p>
<p>6 Accompagner la rénovation énergétique d'une vigilance particulière sur la qualité de l'air intérieur</p>	<p>Un plan englobant l'ensemble du sujet de la qualité de l'air intérieur a été établi. Il a été transmis aux membres du groupe ad hoc préalable au CNTE le 13 juin. Il a été publié lors des assises nationales de la qualité de l'air en octobre. Certaines actions sont déjà en cours.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p>
<p>7 Proposer, dès le début de l'année 2013, en lien avec le MEDDE, une feuille de route vers la ville durable</p>	<p>Le label EcoQuartier est aujourd'hui un outil incontournable dans le paysage des acteurs de l'aménagement. 13 opérations sont d'ores et déjà labellisées et vont faire l'objet d'une évaluation ; 32 autres, encore en chantier, ont obtenu le diplôme « Engagé dans la labellisation », et 70 chartes sont signées. Toutes les collectivités, quelles que soient leur taille et leur contexte, y compris outre-mer, se sentent aujourd'hui concernées par la ville durable, source d'emplois, de mixité, de bien-être. La deuxième vague de labellisation, lancée en février 2014, viendra confirmer cet engagement des collectivités françaises.</p>	

Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

8

Appuyer les travaux menés par le ministère chargé du commerce extérieur en vue de promouvoir à l'export une offre intégrée en matière de développement urbain durable.

Participer à l'élaboration d'un plan d'action sur ce sujet au cours du premier semestre.

S'impliquer également dans la création de démonstrateurs de la ville durable

Le Label EcoQuartier, aujourd'hui reconnu sur l'ensemble du territoire français, constitue l'un des outils sur lesquels peut s'appuyer une stratégie de promotion à l'export d'une offre intégrée en matière de développement urbain durable

Une lettre de mission a été adressée par le Premier Ministre à un Conseiller d'Etat, M. Roland Peylet, en vue de définir les conditions de mise en place d'une coordination des initiatives gouvernementales sur la ville durable et de préfigurer les contours d'un « Institut de la ville durable ».

Ministère du Commerce extérieur

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère de l'Economie et des Finances

Ministère du Redressement productif

9

Poursuivre les études en cours sur la performance environnementale des bâtiments neufs pour définir pour fin 2013 ou début 2014 un label de performance énergétique et environnementale

Les travaux sont en cours et en discussion dans le cadre de la démarche « objectifs 500 000 » logements.

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

10

Définir un label sur les bâtiments à énergie positive (BEPOS) et, au-delà, orienter l'action vers une démarche globale de performance environnementale notamment pour permettre d'optimiser le recours aux énergies renouvelables

Les travaux sont en cours et en discussion dans le cadre de la démarche « objectifs 500 000 » logements.

11

Veiller à l'amélioration des procédures d'évaluations des produits de construction

Un premier plan d'amélioration a été défini. La majorité des actions a été mise en œuvre (nomination d'un médiateur, baisse des délais de moitié, baisse des prix de 30% pour les PME, etc); de nouvelles mesures sont en discussion dans le cadre de la démarche « objectifs 500 000 » logements pour accompagner les PME en amont, au plus près des territoires.

Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
12 Faciliter, en collaboration avec les autres ministères concernés, le développement des filières vertes au niveau local en donnant une visibilité sur ces filières aux professionnels de la construction et veiller à une offre de formation adaptée tant initiale que continue	Un plan d'actions est en cours sur le bois et sur les matériaux biosourcés, en collaboration avec les filières; la mise en place d'actions locales a été lancée avec quelques régions-pilote, en complément des actions nationales. Le sujet est également discuté dans le cadre de la démarche « objectifs 500 000 » logements.	Tous les ministères
13 Proposer une procédure contentieuse qui sécuriserait la procédure du cas par cas introduite dans les textes de transposition de la directive relative à l'incidence de certains plans et programmes sur l'environnement.	La mise en œuvre de ce dispositif nécessite une mesure législative pour laquelle il faut rechercher le meilleur vecteur législatif.	Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie Ministère de la Justice
14 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes, notamment à l'occasion de l'accord de partenariat avec l'Union européenne que vous assurerez en lien étroit avec le ministère des affaires étrangères et à celle des contrats qui seront signés avec les collectivités territoriales	Le projet d'accord de partenariat qui a été transmis à la Commission le 20 décembre s'inscrit dans la triple perspective de redressement de la compétitivité de l'économie, de transition écologique et d'égalité des territoires, en particulier à travers les objectifs thématiques 4 (transition vers une économie décarbonée) et la promotion de dynamiques urbaines innovantes allant au-delà de la seule politique de la ville.	Ministère des Affaires étrangères
15 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le Cycle supérieur du développement durable organisé à l'intention des cadres dirigeants a été reconfiguré en 2013 en Cycle supérieur du développement durable et de la transition écologique, afin de mieux affirmer l'accent nouveau désormais mis sur cette dimension.	Tous ministères
16 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	Des échanges interministériels ont débuté au second semestre sur une première ébauche de la stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ceux-ci se poursuivront en 2014.	Tous ministères
17 Désigner un haut fonctionnaire au développement durable (HFDD)	Un HFDD a été désigné le 24 janvier 2014	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Intérieur

| Janvier 2014

Ministère de l'Intérieur

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Contribuer à l'organisation des débats locaux dans le cadre de la future loi cadre sur la biodiversité	La plupart des débats locaux ont été organisés. Le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie assure la synthèse des travaux.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Participer aux États généraux de la modernisation du droit de l'environnement	Les états généraux de la modernisation du droit de l'environnement se sont tenus le 25 juin 2013. L'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) et la DMAT ont participé à cette journée et contribuent aux travaux interministériels.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Engager une réflexion avec les CESER pour qu'ils participent au suivi en région des conférences environnementales	Le renouvellement des CESER est en cours depuis le 1er Novembre 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4 Participer au rétablissement des modalités de représentation et de coordination des actions de l'ADEME au niveau régional	Pour le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, objectif atteint. Courrier en cours de signature afin de demander la validation de cet objectif suite à l'arrêt du CE du 28 février 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
5 Poursuivre le traitement des points noirs en matière de qualité de l'air extérieur	Le décret en Conseil d'Etat abaissant la vitesse maximale de 80 à 70 km/h sur le boulevard périphérique parisien est applicable à compter du 10 janvier 2014. Les conclusions de la mission relative à l'identification des véhicules pour la qualité de l'air ont été présentées lors du comité interministériel sur la qualité de l'air (CIQA) du 18 décembre 2013. Ce sujet sera examiné dans le cadre de la préparation de la loi de programme sur la transition énergétique (LPTE). Favoriser le covoiturage relève du MEDDE et de la future loi de programmation pour la transition énergétique (LPTE) mais la DSCR a travaillé sur la signalisation. Le dossier de revalorisation des amendes a été travaillé à travers le plan d'action de mobilités actives (PAMA) pour accroître la répression de certains stationnements illégaux mais c'est un sujet indépendant de la dépenalisation.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>6 Accompagner l'élaboration des PCET et proposer des pistes d'amélioration</p>	<p>Projet de circulaire abandonné suite au CIMAP du 17 juillet 2013. Décision n°25, l'usage des circulaires est réservée à la diffusion d'instructions signées par les ministres. Des consignes ont été transmises par oral et à travers les réunions des préfets et par le MEDDE.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de la réforme de l'état, de la décentralisation et de la fonction publique</p>
<p>7 Appuyer les objectifs de développement des filières d'énergies renouvelables</p>	<p>Projet de circulaire abandonné suite au CIMAP du 17 juillet 2013. Décision n°25, l'usage des circulaires est réservée à la diffusion d'instructions signées par les ministres. Des consignes ont été transmises par oral et à travers les réunions des préfets et par le MEDDE.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>8 Contribuer à la mise en place de programmes d'action prioritaires en matière de rétablissement des continuités écologiques</p>	<p>Projet de circulaire abandonné suite au CIMAP du 17 juillet 2013. Décision n°25, l'usage des circulaires est réservée à la diffusion d'instructions signées par les ministres. Des consignes ont été transmises par oral et à travers les réunions des préfets et par le MEDDE.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>9 Contribuer à la cohérence de la mise en œuvre des réglementations environnement/santé publique/santé des travailleurs</p>	<p>Projet de circulaire abandonné suite au CIMAP du 17 juillet 2013. Décision n°25, l'usage des circulaires est réservée à la diffusion d'instructions signées par les ministres. Des consignes ont été transmises par oral et à travers les réunions des préfets et par le MEDDE.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p>
<p>10 Veiller à privilégier les outils de participation du public et à associer des acteurs environnementaux</p>	<p>Projet de circulaire abandonné suite au CIMAP du 17 juillet 2013. Décision n°25, l'usage des circulaires est réservée à la diffusion d'instructions signées par les ministres. Des consignes ont été transmises par oral et à travers les réunions des préfets et par le MEDDE.</p>	

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>11 Renforcer et coordonner les missions de contrôle des délits environnementaux et faciliter la poursuite des infractions</p>	<p>Travail partenarial entre la GN et l'office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (Oclaesp) afin de cibler sur tout le territoire national les investigations de police judiciaire liées aux délits environnementaux et à la lutte contre les sites illégaux de déchets et de centraliser les informations relatives à cette forme de délinquance via la création d'un fichier spécifique. Les actions de formation et d'information se poursuivent.</p> <p>La DGGN forme depuis 2009 des référents atteintes environnement santé publique qui remplaceront à terme les formateurs relais environnement pour conseiller et sensibiliser les personnels de gendarmerie et les autorités civiles, aux atteintes à l'environnement, à la santé publique et aux domaines NRBC. Ils diagnostiquent les événements environnementaux, ils aident les enquêteurs confrontés à ces délits et diligentent eux-mêmes des enquêtes.</p>	
<p>12 Engager un chantier pour revoir la gestion des ouvrages de protection contre les inondations et les submersions</p>	<p>Un groupe de travail interministériel, comprenant le CEPRI, le MEDDE, le SCHAPI, Météo-France, la DGSCGC et des acteurs de terrain (préfectures de zones et de départements) a été constitué, et est chargé de rédiger la doctrine ORSEC inondations. Une ébauche de plan détaillé a été réalisée.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>13 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes</p>		
<p>14 Mieux intégrer les enjeux de la biodiversité et plus généralement de l'environnement dans la formation initiale et continue du corps préfectoral</p>	<p>Elaboration de plusieurs modules de e-formation à destination des hauts-fonctionnaires du ministère en cours de réalisation par le CHEMI.</p> <p>Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.</p>	
<p>15 Mobiliser vos services en vue de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique</p>	<p>Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.</p> <p>Le ministère de l'Intérieur participe aux travaux de refonte de la stratégie nationale, de la circulaire Etat exemplaire et déclinera ces documents dans un document ministériel en 2014 lorsque les travaux interministériels auront abouti.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère du Commerce extérieur

| Janvier 2014

Ministère du Commerce extérieur

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

S'assurer de la prise en compte de la RSE dans les accords de libre échange et les échanges internationaux

Des courriers ont été adressés aux enceintes internationales et européennes suivantes : Banque Mondiale et Commission Européenne (M. De Gucht) pour ce qui est des accords de libre-échange. D'autres sont en cours de rédaction. Le ministère a demandé à l'OCDE de renforcer la prise en compte de la RSE dans le commerce international et fera des propositions à l'automne. Le ministère œuvre en faveur de la libéralisation des échanges de biens et services environnementaux et un groupe de travail a été créé avec le Danemark. Le ministère a pris position sur la directive sur le reporting extrafinancier proposée par la Commission européenne. Le rapport VIGEO établit des propositions pour mieux intégrer la RSE dans les accords de libre échange (pour établir l'état des lieux social et environnemental des pays partenaires et pour formaliser les normes à intégrer dans les ALE)

Ministère de l'économie et des finances

2

Mobiliser les acteurs sur la mise en œuvre de la CITES et du protocole APA

La Direction générale en charge des douanes va intégrer à son projet de protocole de coopération avec le ministère de l'environnement un volet relatif au protocole de Nagoya.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

3

Promouvoir les entreprises françaises du secteur des éco-technologies et filières vertes à l'export

Michèle Pappalardo, ancienne déléguée interministérielle au développement durable, a été nommée "fédératrice de la ville durable à l'export". La "ville durable" a fait l'objet de plusieurs déplacements officiels : Chine, Maroc, Indonésie, ... Le groupe de travail "export" du comité stratégique de filière participe au développement des propositions. Par ailleurs, des consortiums sont en gestation sur des projets d'écoquartiers en Chine et au Maroc à travers la fédération d'une offre française dans le secteur autour de la « marque » France de la ville durable, Vivapolis.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'égalité des territoires et du logement
Ministère du redressement productif
Ministère des affaires étrangères
Ministère de l'économie et des finances

Ministère du Commerce extérieur

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>4 Promouvoir la ville durable et structurer l'offre française à l'international</p>	<p>Un démonstrateur virtuel de l'offre française intégrée est en cours de réalisation.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'égalité des territoires et du logement Ministère du redressement productif Ministère des affaires étrangères Ministère de l'économie et des finances</p>
<p>5 Poursuivre la lutte contre les produits qui ne respectent pas les réglementations environnementales</p>	<p>Action continue</p>	
<p>6 Prendre en compte la dimension environnementale et sociale dans les financements de projets à l'international</p>	<p>S'agissant de la politique d'aide publique au développement, à l'issue du Comité interministériel de la coopération et du développement international (CICID) du 31 juillet 2013, la RSE devient une dimension transversale de l'action du gouvernement en la matière (décision n°9 du CICID). Plusieurs actions à signaler qui portent sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un chantier en cours à l'AFD pour l'insertion de clauses RSE dans les dossiers d'appels d'offres qu'elle finance ; - un document de stratégie sur la RSO est en cours de préparation à l'AFD pour adoption en Conseil d'administration en 2014 ; - un projet de loi d'orientation et de programmation pour la solidarité internationale est en cours d'examen par le Conseil d'Etat, pour dépôt au Parlement début 2014 ; - un groupe de travail a été constitué au sein de la nouvelle plateforme RSE afin de travailler sur la responsabilisation des acteurs économiques (organisations, entreprises, donneurs d'ordre..) situés dans les pays en développement. <p>Par ailleurs, le Gouvernement, qui attache une attention particulière à la lutte contre le réchauffement climatique, s'est fixé comme objectif que 50% des projets financés par l'AFD comportent un co-bénéfice climat.</p>	<p>Ministère de l'économie et des finances</p>

Ministère du Commerce extérieur

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
7 Mieux associer les parties prenantes	Deux réunions se sont déroulées avec les fédérations professionnelles sur les accords de libre-échange avec le Japon et les USA. La Ministre rencontre régulièrement les ONG et syndicats. Une réunion sur l'accident survenu au Bangladesh s'est déroulée avec les syndicats, les ONG et les professionnels	
8 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique	Tous les ministères
9 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ces échanges se poursuivront en 2014.	Tous les ministères
10 Désigner sans délai un haut fonctionnaire pour le développement durable (HFDD) au sein de vos services.	Le HFDD du Ministère de l'Economie et des Finances a été également nommé HFDD du MCE.	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère du Redressement productif

| Janvier 2014

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Soutenir les éco-industries en limitant la concurrence des producteurs moins respectueux des impacts environnementaux

Renforcer le potentiel d'innovation des filières industrielles positionnées sur les objectifs de transition. Privilégier, à performance environnementale comparable, les technologies offrant le meilleur retour industriel et limitant le renchérissement du coût de l'énergie

Les contrats de filière des groupes de travail du comité stratégique des éco industrie ont été présentés aux ministres le 9 octobre 2013. Ils comprennent des feuilles de route pour promouvoir les éco industries françaises

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

2

Renforcer le tissu industriel des filières concourant à la transition écologique

Plusieurs appels à manifestations d'intérêts ont été lancés en 2013, notamment dans le cadre du lancement des 34 plans industriels, permettant de financer des projets innovants en matière de technologies de production et d'utilisation d'énergie décarbonée

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

3

Développer les véhicules consommant 2l/km

Le véhicule à moins de 2l/100 km est un des axes forts des 34 plans industriels lancés en 2013 ;

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

4

Promouvoir les technologies de véhicules propres via la prolongation du bonus-malus pour les véhicules

Les niveaux de bonus-malus ont été révisés afin de récompenser en 2014 l'achat des véhicules émettant moins de CO2 par km.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

5

Conduire la mission conjointe sur les infrastructures de recharge des véhicules électriques

Soutenir les innovations dans le parc automobile, dans les domaines ferroviaires, maritimes

Des appels à manifestations d'intérêts (AMI) ont été lancés en 2013 concernant des projets innovants en matière de transports économe en énergie ou utilisant des technologies sans émission de CO2, notamment celui dédié au navire du futur et doté de 100 M€ qui a été lancé en octobre 2013 ;

6

Mobiliser et coordonner les acteurs pour le renforcement du tissu industriel concourant à la transition écologique, en particulier la BPI, les pôles de compétitivité, les entreprises, les Etablissements publics de recherche concernés

Le renforcement de la coordination des acteurs de l'innovation et de son financement est des enjeux du pilotage des 34 plans industriels lancés au second semestre 2013.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

7

Veiller à l'évaluation et la prise en compte des impacts économiques et environnementaux associés à chacune des technologies et programmes soutenus

Les appels d'offres éolien offshore notamment, prennent en considération les capacités industrielles françaises. Le choix de soutenir les technologies hydroliennes puis éolien flottant, à fort potentiel d'emplois, est effectué. Une action continue vise à concilier réglementations environnementales et compétitivités des entreprises.

8

Poursuivre les activités du COSEI et appuyer la mise en œuvre des actions de structuration des filières identifiées

Les contrats de filières ont été présentés aux ministres du redressement productif et de l'écologie, du développement durable et de l'énergie le 09 octobre 2013 ;

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

9

Inscrire la transition énergétique dans le programme de travail de chacun des comités stratégiques de filière associés à la CNI

Les contrats de filières élaborés sous l'égide du Conseil national de l'industrie devraient être modifiés pour intégrer un volet relatif à l'économie circulaire.

10

Soutenir l'innovation et renforcer le tissu industriel de la filière nucléaire

Le projet de "cahier des charges social applicable aux prestations de services et de travaux réalisées sur une installation Nucléaire de Base en France" a vocation à être intégré dans les futurs appels d'offres des exploitants.

11

Participer à l'identification des outils financiers et/ou réglementaires les plus adaptés à l'implication des PME dans la politique de rénovation thermique des bâtiments, en soutenant leur compétitivité

L'un des 34 plans industriels porte sur la rénovation thermique des bâtiments.

Ministère de l'égalité des territoires et du logement
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'économie et des finances

12

Participer aux travaux d'évaluation notamment relatifs à ceux de la fiscalité écologique en apportant des éléments d'appréciation sur la dynamique industrielle, et la compétitivité de la France des conditions de conversion écologique des différents acteurs industriels

Le ministère participe aux actions visant à préserver la compétitivité des entreprises intensives en énergie.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'économie et des finances

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

13

Contribuer à promouvoir un mécanisme d'inclusion carbone pour les secteurs inclus dans le système d'échange des quotas

Le ministère promeut l'utilisation du mécanisme d'inclusion carbone dans un cadre plus global de lutte contre les fuites de carbone

Ministère des affaires étrangères

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

14

Etudier l'articulation entre le futur Conseil national de transition écologique et la Conférence nationale de l'industrie

Dans le cadre des actions lancées par le comité stratégique de filière dans le domaine de l'économie circulaire, le CNI sera amené à présenter l'état d'avancement des travaux au CNTE au cours de l'année 2014.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

15

Faciliter l'utilisation des marchés publics comme levier stratégique d'incitation à la transition écologique des activités économique

La conférence de l'achat public innovant a été organisée afin de concrétiser l'engagement du pacte de compétitivité de consacrer 2% de la commande publique à des achats innovants, y compris ceux favorisant la transition énergétique. Une communication en conseil des Ministres a précisé la nécessité d'utiliser dès que possible des critères environnementaux et notamment l'empreinte carbone, ainsi que le cycle de vie des produits.

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

16

Contribuer aux actions de lutte contre les filières illégales de valorisation des déchets

Le travail interministériel associant les différents services, en lien avec les industriels, est en cours.
La mission (CGEJET, CGEDD) dédiée à la lutte contre les sites illégaux recommande notamment la mise en place d'une certification pour les installations de récupération et de traitement situées en dehors du territoire de l'Union Européenne.

Ministère de l'Intérieur

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

17

Réfléchir aux incitations possibles pour augmenter les taux de recyclage et d'utilisation de produits recyclés

L'augmentation des taux de recyclages sera l'un des enjeux des réflexions à mener en 2014 dans le cadre des travaux des comités stratégiques de filière sur l'économie circulaire.

18

Proposer les mesures de nature à accélérer et faciliter la prise en compte par les PME des enjeux et objectifs de la transition écologique

Un recentrage du fonds unique d'investissement (FUI) sur les PME a été engagé.

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

19

Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes

Le ministère a participé activement au "Eco industry action plan" de la Direction Générale environnement de la Commission européenne, comportant plusieurs réunions annuelles à Bruxelles et une co-présentation avec le Commissariat général au développement durable (MEDDE) des actions françaises en février et en octobre 2013.

20

Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique

Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.

Tous les ministères

21

Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique

Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.

Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Écologie,
du Développement durable et de l'Énergie

| Janvier 2014

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>1 Lancer l'élaboration de la Stratégie nationale de transition écologique (SNTE) avec l'ensemble des ministères</p>	<p>Le plan envisagé pour la Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) a été communiqué aux composantes du Conseil national de transition écologique (CNTE). Sur cette base, une version provisoire plus détaillée a été transmise pour avis aux services des différents ministères. Une version entièrement rédigée fera l'objet de consultations (CNTE, grand public...) au 1er semestre 2014 en vue d'une adoption de la stratégie.</p>	<p>Tous</p>
<p>2 Préparer la conférence environnementale 2013</p>	<p>La conférence environnementale 2013 s'est tenue les 20 et 21 septembre. La Feuille de route gouvernementale 2013 pour la transition écologique qui en est issue a été publié fin septembre.</p>	
<p>3 Défendre, au sein de l'Union européenne, des objectifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 et 60 % en 2040</p>	<p>Lors du Conseil européen du 22 mai 2013, la France a obtenu que la définition d'un cadre de politique énergétique et climatique pour 2030 soit débattue lors du Conseil européen de mars 2014, en vue d'un accord politique. La France mène actuellement des démarches auprès de ses partenaires européens visant à les rallier à cette position. La Commission européenne a publié une proposition pour un cadre énergie-climat 2030 le 22 janvier 2014.</p>	<p>Ministère des Affaires étrangères</p>
<p>4 Rechercher un accord global sur le climat à la conférence de 2015.</p>	<p>En septembre 2012, le président de la République a fait part de la disponibilité de la France à accueillir en 2015 la 21ème Conférence des Parties sur le climat. La présidence française de la COP21 a été officiellement confirmée à Varsovie en novembre 2013. Le site d'accueil (Le Bourget) a été sélectionné en juin 2013 et le Secrétaire Général de la Conférence a été nommé en juillet 2013 et a pris ses fonctions</p>	<p>Ministère des Affaires étrangères</p>
<p>5 Piloter le débat national sur la transition énergétique</p>	<p>Le Conseil national du débat sur la transition énergétique a été installé le 29 novembre 2012. Il a organisé ses travaux dans le cadre de 7 groupes de travail qui ont tous rendu leur rapport en juin. Le débat s'est déroulé au 1er semestre sur tout le territoire. La restitution des débats territoriaux a eu lieu le 8 juillet, et le Conseil national, en plénière, a adopté le 18 juillet la synthèse du débat. Cette synthèse a été présentée à la Conférence environnementale en septembre 2013. Un projet de loi de programmation sera présenté en 2014. Une commission spécialisée du CNTE a été constituée pour échanger sur ce projet et préparer l'avis qui sera rendu par le CNTE.</p>	

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

6

Soutenir activement :
- le développement des énergies renouvelables
- la constitution ou le développement, en relation avec le ministère du Redressement productif, de filières nationales créatrices d'emplois
- et promouvoir l'ensemble des acteurs de l'économie verte

La quasi-totalité des mesures fixées par la feuille de route pour les énergies renouvelables (éolien, solaire, énergies marines, biomasse et méthanisation) sont mises en place ou en cours de mise en oeuvre dans le futur projet de loi de programmation de transition énergétique.

Les travaux du comité stratégique des éco-industries (COSEI) ont été relancés afin de structurer le développement de quatre filières prioritaires.

Ministère du Redressement productif

7

Engager la concertation sur la reconversion du site de Fessenheim.

Jean-Michel Malerba a été nommé délégué interministériel à la fermeture de la centrale nucléaire et à la reconversion du site de Fessenheim, le 15 janvier 2014 en remplacement de M. Francis Rol-Tanguy, devenu directeur de cabinet de Philippe Martin fin octobre 2013.

8

Œuvrer au renforcement du cadre international de la sûreté nucléaire

La préparation de la loi de programmation de transition énergétique (LPTE) conduit le MEDDE, en lien avec l'Agence de la sûreté nucléaire (ASN), à réexaminer le cadre législatif de la sûreté nucléaire et de la gestion des déchets et matières radioactives. Des dispositions sont finalisées et seront concertées prochainement, par exemple sur la transparence, l'encadrement de la sous-traitance, le démantèlement, le cadre de la gestion des déchets (dont transposition de la directive déchets radioactifs), avant validation pour introduction dans la LPTE. En matière de sécurité des centrales, EdF a poursuivi les études relatives à la mise en oeuvre de la réglementation PCMNIT, les services du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité suivant régulièrement l'avancement de ces travaux. La loi de programmation militaire votée en décembre 2013 comporte par ailleurs un article habilitant le Gouvernement à légiférer par ordonnance pour renforcer la protection des installations. La rédaction de l'ordonnance est en voie d'achèvement.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
9 Accélérer la rénovation thermique des logements	Le plan de rénovation thermique a été présenté le 21 mars. Les financements publics à destination des ménages précaires sont renforcés (aides de l'ANAH) et la refonte pour renforcer l'efficacité du crédit d'impôt développement durable et de l'Eco-PTZ est en cours. En parallèle, les modalités de fonctionnement du guichet unique ont été mises en place, une campagne de communication nationale a été lancée. Le ré-abondement des programmes d'investissement d'avenir, présenté le 9 juillet, doit contribuer à l'atteinte de cet objectif, en permettant le développement de l'innovation et de la structuration du secteur. Le Président de la République a annoncé lors de la conférence environnementale 2013 qu'un fonds de garantie des prêts de rénovation serait mis en place.	Ministère de l'Egalité des Territoires
10 Continuer à accompagner l'élaboration des PCET	Des consignes ont été passées aux préfets.	Ministère de l'Intérieur Ministère de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique
11 Engager une politique propre à enrayer le recul de la biodiversité et à participer aux négociations européennes et internationales en la matière.	<p>Le projet de loi-cadre sur la biodiversité sera présenté en conseil des ministres au premier trimestre 2014. Le CNTE a adopté un avis favorable sur le projet de texte le 17 décembre 2013.</p> <p>La France participe activement aux négociations internationales en matière de biodiversité et a notamment pris des initiatives pour la protection de la Haute mer.</p>	Tous les ministères
12 Instaurer la création d'une Agence nationale de la biodiversité	Une mission de préfiguration a été confiée à J-M. Michel et B.Chevassus-au-Louis le 3 décembre 2012. Le rapport des préfigurateurs, remis début février, a été soumis à la concertation (réunions du 19 février, du 16 avril et du 11 juin). L'Agence française pour la biodiversité sera créée par la loi biodiversité dont le projet doit être soumis au Parlement en 2014. Le texte créant l'agence a été soumis à la consultation des instances, dont le CNTE. Par ailleurs, le dialogue social a été lancé avec les syndicats en novembre 2013.	

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

13

Instaurer et développer les continuités écologiques en relation avec les régions

Le comité national Trame verte et bleue (CNTVB) a été créé par décret du 31 octobre 2012.
Le décret relatif à la Trame verte et bleue a été publié le 27 décembre 2012.
Le projet de décret portant approbation des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques a été examiné par le CNTVB le 22 mai 2013, et a recueilli un avis favorable. Il est en instance de publication.
Les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) sont en cours d'élaboration dans les régions : le premier a été adopté le 21 octobre 2013 en Ile-de-France, une quinzaine de schémas devrait l'être en 2014 et la totalité en 2015. Les programmes d'action prioritaires en résulteront.

14

Présenter une loi-cadre sur la biodiversité d'ici l'automne 2013

Le projet de loi biodiversité a été soumis à consultation des instances (Conseil national de l'eau, Conseil national de la transition écologique...). Le projet doit être soumis au Parlement en 2014.

15

Veiller à la réduction du rythme d'artificialisation des sols

Des dispositions sont prévues dans le projet de loi logement et urbanisme.

Ministère de l'Égalité des Territoires

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
16 Développer une action spécifique Outre-mer, où les enjeux de préservation de la biodiversité sont particulièrement importants	<p>Les débats locaux se sont tenus et formeront la base de la mise en place des initiatives françaises pour la conservation et la gestion de la biodiversité outre-mer (IFREBIOM) locales.</p> <p>Le renforcement progressif des programmes de connaissance en outre-mer devra se faire dans les programmations budgétaires à venir. La réalisation d'inventaires complets localisés pourra prendre la forme d'un projet de recherche partenarial. Un projet en ce sens est prévu en Guyane en 2014. Les annulations de crédits ont retardé les travaux lancés.</p> <p>Les travaux relatifs au réseau d'espaces DOM s'intègrent dans ceux relatifs à la trame verte et bleue.</p>	Ministère des Outre-Mers
17 Veiller à la diminution de l'usage des produits phytosanitaires	<p>Un plan d'action intégrant de nouvelles priorités a été élaboré en octobre 2012 et fait l'objet d'un suivi. Des dispositions présentes dans la loi d'avenir permettront de disposer de nouveaux moyens réglementaires. Un plan d'action « biocontrôle » a également été élaboré et fait l'objet d'un suivi</p>	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
18 Veiller à la mise en œuvre de l'interdiction des épandages aériens	<p>Le projet d'arrêté visant à renforcer les conditions dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de l'épandage aérien de produits phytosanitaires a été signé en décembre 2013 par les ministres en charge de l'agriculture, de l'écologie et de la santé.</p>	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
19 Veiller au moratoire sur les OGM	<p>Le Conseil d'État a annulé les mesures prises par la France dans un arrêté de mars 2012 pour interdire la culture du maïs transgénique MON810. En effet, les clauses de sauvegarde invoquées par le précédent gouvernement notamment en 2012 n'étaient pas suffisamment étayées.</p> <p>Tirant les conséquences de cette décision, les ministères travaillent sur de nouvelles pistes pour créer un cadre réglementaire adapté durablement au maintien du moratoire sur la mise en culture de semences OGM. Une décision sera prise avant les prochains semis qui auront lieu entre avril et juin 2014.</p>	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

20

Veiller à la réalisation du bilan de la politique de l'eau

Le rapport d'évaluation de la politique de l'eau a été rendu. Les propositions ont été discutées à la table ronde sur la politique de l'eau lors de la conférence environnementale 2013.
Les travaux de révision des états des lieux des masses d'eau sont en cours dans le cadre de la révision des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

21

Conforter les engagements de la France en matière de protection de la biodiversité et des ressources naturelles

Dans le domaine de la CITES, la France a participé à la 16ème session de la Conférence des Parties à cette Convention (Bangkok, mars 2013), au cours de laquelle d'importantes décisions ont été prises en matière de gestion durable des prélèvements de poissons exploités commercialement
Par ailleurs, sous la conduite du MAE, une réflexion est en cours pour que la France participe activement à l'action de lutte anti-braconnage et commerce illicite associé concernant notamment l'éléphant et les rhinocéros.
Enfin, pour faire suite à la résolution de la CITES relative à la lutte contre la fraude, le MEDDE va multiplier par 10 le montant de l'amende sanctionnant les infractions "de base" et par 5 celui concernant les infractions en bande organisée.

Ministère des Affaires étrangères

Un accord politique, équilibré et ambitieux, soutenu par la France, est intervenu sur la réforme de la Politique commune des pêches (PCP) le 30 mai, permettant une reconstitution des stocks halieutiques et garantissant les emplois sur le littoral. Les négociations se poursuivent sur le futur instrument financier de la PCP, le FEAMP, l'objectif de la présidence lituanienne est d'aboutir à un accord pour la fin du deuxième semestre 2013.

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

22

Réduire les risques sanitaires environnementaux à travers notamment de la préparation du PNSE 3

Un groupe de travail constitué de représentants des différents collèges à la conférence environnementale a finalisé un premier projet de stratégie. Leur rapport a été soumis à la consultation du public sur Internet à l'automne et a fait l'objet de plus de 1500 contributions. La stratégie définitive sera soumise au CNTE pour avis en avril 2014. Celle-ci sera arrêtée par le gouvernement au 2e trimestre 2014. Un plan d'actions sera élaboré dans le cadre du PNSE 3.

La mise à jour de l'expertise de l'ANSES sur les effets sanitaires des radiofréquences a été publiée le 15 octobre 2013. Le rapport commandé par le Premier ministre sur les conséquences juridiques et économiques d'un principe de sobriété (mission de MM. Girard et Tourtelier) a quant à lui été remis le 6 décembre 2013. Le comité opérationnel sur les ondes de téléphonie mobile a remis ses deux rapports à Philippe Martin et à Fleur Pellerin fin août 2013.

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

23

Veiller à développer une politique de nature à améliorer sensiblement la qualité de l'air dans les grandes agglomérations

Un plan d'urgence pour la qualité de l'air a été adopté au Comité interministériel de la qualité de l'air (CIQA) le 6 février 2013, proposant 38 mesures organisées autour de 5 priorités. Le CIQA du 18 décembre 2013 a fait le bilan de l'état d'avancement de ce plan d'urgence. Parmi les 38 mesures, 19 sont achevées ou en voie d'achèvement et 13 sont bien engagées. Le Ministre a également proposé lors du CIQA du 18 décembre d'élargir à l'ensemble des polluants réglementés le dispositif de circulation alternée.

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

24

Proposer des mesures pour développer la fiscalité écologique dans le cadre du projet de loi de finances pour 2014 et sur un schéma pluriannuel intégrant les mesures du pacte pour la compétitivité.

Dans le cadre de la loi de finances 2013, ont été votés le durcissement du malus auto et le renforcement de la TGAP polluants atmosphériques. Dans le cadre de la loi de finances 2014, ont été votées une réduction des taux de défiscalisation, en vue d'une suppression de l'avantage fiscal d'ici fin 2015, et une hausse progressive de la taxe intérieure de consommation sur 2014-2016, en fonction du contenu en CO2 des produits considérés (combustibles et carburants). Douze réunions du Comité pour la fiscalité écologique se sont tenues depuis son installation en décembre 2012. Il a adopté des avis sur la taxation des fluides frigorigènes, sur l'écart de taxation entre le gazole et l'essence, sur la fiscalité et l'artificialisation des sols, sur l'introduction d'une assiette carbone dans la fiscalité française. Le Comité poursuit ses travaux en 2014, notamment sur les thématiques de l'eau et la biodiversité, des déchets et de la compensation de la hausse des prix de l'énergie pour les ménages.

Ministère de l'Economie et des Finances

25

Préparer des propositions de financement innovant de la transition écologique, en veillant à ne pas pénaliser la compétitivité à l'international de nos secteurs économiques

Les versions française et anglaise du Livre blanc sur le financement de la transition écologique ont été mis en consultation publique respectivement en novembre et décembre 2013. Cette consultation prendra fin le 31 janvier 2014.

Ministère de l'Economie et des Finances

26

Réformer la gouvernance environnementale et refonder la démocratie environnementale

Le Conseil national de la transition écologique (CNTE) a été créé par la loi du 27 décembre 2012 relative à la participation du public. Ses missions et son fonctionnement ont été précisés par décret du 18 août 2013. Il s'est réuni 4 fois en 2013 et a adopté deux avis (sur le projet de loi de ratification de l'ordonnance n°2013-714 du 5 août 2013 relative à la mise en oeuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement, et sur le projet de loi Biodiversité). Il a également constitué trois commissions spécialisées sur les indicateurs, sur la modernisation du droit de l'environnement et sur le projet de loi de programmation de la transition énergétique.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
27 Organiser à la fin du printemps 2013 des « États généraux de la modernisation du droit de l'environnement ».	Les Etats généraux ont eu lieu le 25 juin. La feuille de route de modernisation du droit de l'environnement a été publiée en décembre 2013. Une commission spécialisée du CNTE a été créée pour en suivre la mise en œuvre.	
28 Promouvoir le développement de la responsabilité sociétal des entreprises (RSE)	La plate-forme RSE, placée auprès du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, a été installée le 17 juin 2013 par le Premier ministre. Cette plate-forme est un lieu d'échanges sur la RSE entre les parties prenantes : consultée sur les projets de textes, elle pourra formuler propositions et recommandations. Elle a tenu sa seconde réunion plénière le premier 1er octobre 2013 et a élu son président et ses deux vice-présidents. Le travail interministériel en vue de la modification du décret du 24 avril 2012 est achevé. Le projet de décret modifié est en cours de signature par le Premier ministre. L'arrêté relatif aux organismes tiers indépendants a été publié au JO du 14 juin 2013.	Ministère du Travail, de l'Emploi de la Formation professionnelle et du Dialogue social
29 Favoriser la mutation électrique du parc automobile	Afin d'accélérer le déploiement des véhicules électriques et hybrides, en 2013 le dispositif de bonus-malus automobile a été recentré, des appels à manifestations d'intérêt ont permis l'émergence d'une infrastructure de recharge adaptée et les travaux sur l'efficacité énergétique des batteries se sont poursuivis, notamment grâce aux Investissements d'Avenir. Ces deux derniers points font l'objet de programmes spécifiques dans le cadre des 34 plans industriels et seront renforcés dans ce cadre. Concernant les conditions de sécurité, la réglementation communautaire est en cours d'évolution, un cahier des charges national relatif à l'installation d'infrastructures de charge a été rédigé et un suivi des incidents impliquant des véhicules électriques a été mis en place. Par ailleurs, un travail de concertation a été engagé pour, d'une part, déterminer les modalités de mise en oeuvre d'un tarif préférentiel d'accès aux autoroutes concédées pour les détenteurs de véhicules électriques, d'autre part à planifier le déploiement des bornes électriques sur le réseau autoroutier concédé en définissant notamment des zones d'implantation prioritaires.	Ministère du Redressement productif

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

30

Engager le 3ème appel à projets pour le développement des transports en commun en site propre, avec priorité aux modes doux, aux bus à haut niveau de service.

Les collectivités locales ont déposé près de 120 projets pour répondre à l'appel d'offres du Gouvernement portant sur les transports en commun et la mobilité durable. Les projets sont en cours d'examen. La sélection sera annoncée début 2014.

31

Engager un plan ambitieux de développement de l'usage du vélo

La coordination interministérielle pour le développement de l'usage du vélo a mené, en concertation avec les partenaires sociaux, une étude des impacts que pourrait avoir le versement d'une indemnité kilométrique versée par les entreprises à leurs employés pour les trajets domicile/travail. Cette étude a été présentée aux ministres des transports et de l'écologie, du développement durable et de l'énergie lors du CIQA du 18 décembre. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un groupe de travail plus large lancé le 3 juin par le Ministre délégué aux transports, qui doit proposer un plan d'actions pour le développement des modes actifs.

32

Relancer le fret ferroviaire et engager des actions résolues d'articulation des ports avec leur arrière pays par des modes de transport combiné

Le 18 septembre, le ministre des transports a lancé une conférence périodique pour le fret ferroviaire. Cinq groupes de travail ont été constitués afin de dégager des pistes concrètes de relance et des actions concrètes destinées à lever les freins de développement du Fret ferroviaire.

33

Veiller à la mise en œuvre de l'écotaxe pour les poids lourds

La mise en œuvre de l'écotaxe est suspendue.

Ministère de l'Économie et des Finances

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

34

Engager des actions conduisant au développement dans les années à venir des motorisations des navires au gaz naturel liquide (GNL) qui contribuent à la réduction de la pollution de l'air.

Un contrat a été signé le 14 janvier 2014 pour la commande d'un navire, conçu dans le cadre du projet PEGASIS, qui utilisera le gaz naturel liquéfié (GNL), qui lui permet de satisfaire aux nouveaux objectifs d'une plus grande performance environnementale que le secteur du transport maritime s'est donné, afin que la flotte de commerce soit plus écologique, conformément à l'annexe 6 de la convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, dite Convention Marpol, et à la directive soufre du 21 novembre 2012 sur la teneur en soufre des carburants marins. Par rapport à un ferry classique, les émissions de ce navire seront inférieures de 99% pour le soufre, 99% pour les particules fines, 80% pour le dioxyde d'azote, 20% pour le CO2.

35

Veiller à ce que les choix qui seront opérés par la commission Mobilité 21 prennent en compte le critère environnemental.

La priorité sera donnée à l'amélioration durable des réseaux existants - routiers, ferroviaires et fluviaux - afin d'assurer une meilleure qualité de service, de régularité et de confort pour les usagers et de permettre à tous les territoires de bénéficier de transports performants. Parallèlement, les grands projets se poursuivent dans le cadre d'une programmation réaliste et soutenable d'un point de vue financier.

36

Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes

La transition écologique est au cœur des positions défendues par le ministère dans les instances communautaires.

37

Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique

Le Cycle supérieur du développement durable organisé à l'intention des cadres dirigeants a été reconfiguré en 2013 en Cycle supérieur du développement durable et de la transition écologique, afin de mieux affirmer l'accent nouveau désormais mis sur cette dimension.
Un travail interministériel d'élaboration d'un module de formation est en cours.



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement

pour le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation
professionnelle et du Dialogue social

| Janvier 2014

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1	Contribuer à la mise en place plate-forme d'actions globale pour la responsabilité sociale et environnementale (RSE)	La plate-forme RSE a été installée le 17 juin 2013 auprès du Commissariat général à la stratégie et à la prospective. Regroupant 48 organisations membres, la plate-forme RSE dispose désormais d'un bureau élu par consensus et s'appuie sur trois groupes de travail : 1. compétitivité et RSE - 2. Transparence des entreprises - 3 Chaîne de valeur.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du commerce extérieur Ministère de l'économie et des finances Ministère des affaires étrangères
2	S'associer aux travaux pour l'amélioration du cadre normatif de la RSE	L'arrêté mettant en place un mécanisme de vérification des informations a été publié. Les travaux conjoints avec le MEDDE et le MINEFI se poursuivent.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du commerce extérieur Ministère de l'économie et des finances Ministère des affaires étrangères Ministère de la Justice
3	Lancer une mission pour une meilleure prise en compte de la RSE dans les entreprises	La mission interministérielle a rendu ses conclusions le 13 juin 2013. Elles ont été présentées lors de l'installation de la plate-forme RSE.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du commerce extérieur Ministère de l'économie et des finances
4	S'assurer de l'articulation des réglementations santé au travail, santé publique et santé environnementale	Le ministère contribue à l'élaboration du PNSE3 avec l'appui des agences sanitaires et de prévention des risques. Plus largement, des échanges sont prévus entre le conseil d'orientation sur les conditions de travail et le groupe santé environnement. Le MTEFPDS, le MASS et le MEDDE travaillent à la mise en cohérence des réglementations et au renforcement de la coordination des initiatives dans le cadre de la gestion de certains risques émergents. Le travail interministériel engagé depuis 2008 sur le sujet amiante est poursuivi avec la Reconstitution du GTNAF (groupe de travail national amiante et fibres) pour un second mandat de 4 ans (décret du 21 août 2013). La DGT et la DGPR collaborent avec l'ANSES sur les questions relatives aux nanomatériaux. Le programme de recherche de l'ANSES porte une attention particulière aux questions environnement -santé-travail."	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>5 S'associer aux travaux sur le mandat environnemental</p>	<p>Le ministère apportera son expertise sur ce domaine en fonction des sollicitations.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et de la vie associative</p>
<p>6 Prendre en compte les besoins des associations et organisations oeuvrant en matière d'environnement et de développement durable dans la politique de soutien à l'emploi</p>	<p>Des initiatives sur le développement des emplois dans les secteurs verdissants ont été prises dans le cadre de la conférence environnementale 2013 en particulier concernant les emplois d'avenir.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>7 Prendre en compte les problématiques spécifiques liées à la transition énergétique dans les réflexions sur les transitions professionnelles</p>	<p>Le Ministère a été très investi dans les travaux du débat national sur la transition énergétique, en contribuant aux réflexions du GT6 relatif aux transitions professionnelles</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>8 Développer la sensibilisation et l'information des publics (les étudiants, les actifs, les entreprises) sur les métiers verts ou verdissants</p>	<p>Une étude conjointe sur la transférabilité des compétences des filières traditionnelles en difficultés vers les filières vertes émergentes a été lancée par la DGEFP et le CGDD et devrait concerner les régions Alsace, Midi-Pyrénées et Pays de la Loire. Elle incorporera une analyse territoriale et un second volet opérationnel pour étudier les passerelles possibles et répertorier les outils existants.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>9 Observer et anticiper l'évolution des emplois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refondation du réseau d'observation et de prospective des emplois - études prospectives emploi dans des secteurs verts - finaliser les travaux sur filière du recyclage et donner suite travaux sur la construction - évaluer les besoins d'actions partenariales chez d'autres secteurs verts. 	<p>Un réseau d'observation et de prospective des emplois et des compétences a été mis en place, présidé par Jean-François Colin. Le ministère poursuit le pilotage d'un accord de développement de l'emploi et des compétences (ADEC) sur la filière du recyclage. Les travaux engagés depuis 2011 se poursuivront dans le cadre d'un ADEC 2014/2015 avec un nouveau porteur mandataire. Le ministère participe au groupe emploi du comité stratégique de filière relatif aux éco-industries (COSEI) qui s'est réuni le 17 décembre 2013.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>10 Sélectionner plateforme d'appui aux mutations économiques dans bassin "verts"</p>	<p>3 plateformes ont mis les éco-activités dans les filières prioritaires de leur activité : Lille Métropole (ensemble des éco-activités), Seine-maritime (éolien), Saint Nazaire (éolien et énergies marines renouvelables)</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>11 Mettre en œuvre la transposition de la convention de l'organisation internationale du travail (OIT) sur le travail maritime</p>	<p>Les inspecteurs du travail en charge du secteur maritime ont été formés afin de pouvoir être associés en tant qu'experts au processus de certification sociale.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>12 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique</p>	<p>Le ministère encourage ses agents à suivre de telles formations et soutient les initiatives en ce domaine de la part du SGG (formation "inscrire l'action publique dans la transition énergétique" par exemple). Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.</p>	<p>Tous les ministères</p>
<p>13 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique</p>	<p>La lettre de cadrage a été transmise à l'ensemble des services et des référents ont été identifiés. Le MTEFPDS participe en outre au GT6 du débat national sur la transition énergétique. Pour assurer pleinement l'animation et la coordination des services sur les enjeux de transition écologique et de développement durable, un HFDD a été désigné, commun pour les ministères de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et de la vie associative (MJSEPVA), des affaires sociales et de la santé, du travail (MASS), de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social (MTEFPDS) ainsi que pour celui des droits des femmes (MDDF). Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.</p>	<p>Tous les ministères</p>



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de la Défense

| Janvier 2014

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Préserver la biodiversité terrestre sur les terrains mis à la disposition de la Défense et contribuer à la préservation des espaces marins

Entre le 1er janvier et le 1er octobre 2013, le ministère de la Défense a apporté à titre gratuit au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL) 9 emprises représentant une superficie de 668 ha (valeur vénale 22 415 169 €).
Le protocole biodiversité a été signé le 2 avril 2013 entre le ministère de l'écologie et le ministère de la défense.
Sur les sites Natura 2000, 11 documents d'objectifs sur 12 ont été lancés (dont 7 validés et 2 finalisés).
Concernant la préservation des espaces marins, la Marine a effectué 2633 contrôles de pêche et dressé 1 procès verbal de pollution au premier semestre 2013.

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

2

Progresser dans la maîtrise des consommations énergétiques et l'emploi des énergies les plus faiblement émettrices de gaz à effet de serre

85% (46 bases) des 54 bases de défense ont lancé un projet de certificat d'économie d'énergie.
Concernant le site de la Valbonne, le contrat de performance énergétique a été notifié le 3 septembre 2013.
La mise à jour du recensement faite à l'été fait état de 143 emprises militaires susceptibles d'être raccordées à un réseau de chaleur urbain utilisant des énergies renouvelables.

3

Limiter les impacts environnementaux des matériels et équipements de la Défense sur l'ensemble de leur cycle de vie

Le ratio du nombre d'opérations d'armement écoconçues est de 44% (47 sur 107) pour 2012 (suivi annuel). Une check-list « optimisation énergétique » précisant les attentes du ministère de la Défense en la matière est diffusée aux industriels dans le cadre de la préparation des contrats.
Concernant l'état du démantèlement en 2013, le calendrier de démantèlement des navires est respecté, des marchés sont en cours de notification pour les navires, en cours d'élaboration pour les aéronefs, en cours d'exécution pour les munitions (suivi semestriel).

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>4 Mener une politique industrielle favorisant la recherche, l'innovation et la transition écologique ainsi que le développement des PME et entreprises de taille intermédiaire (ETI)</p>	<p>Le montant des programmes recherche et innovation (CP 2013) s'élève à 553 M€ au 1er octobre (la part relevant de la transition écologique n'est pas identifiable).</p> <p>Depuis la mise en oeuvre du « Pacte Défense PME » : 3500 nouvelles entreprises se sont inscrites sur les plates-formes d'achat du ministère, 180 PME ont été rencontrées pour le soutien à l'export, 6 conventions bilatérales avec les principaux maîtres d'œuvre industriels de l'armement ont été signées pour soutenir la croissance des PME et 23 pôles régionaux à l'économie de défense ont été créés.</p>	<p>Ministère du Redressement Productif</p>
<p>5 Poursuivre le travail de formation et de sensibilisation tant des cadres supérieurs que de l'ensemble des agents au développement durable et aux enjeux de la transition écologique</p>	<p>Pour les cadres supérieurs, un module de développement durable de 3h est dispensé dans le stage « cycle supérieur de management/option management général » (1session/an).</p> <p>La 1ère session du stage "manager responsable" a été organisée du 12 au 15 novembre (2 sessions/an).</p> <p>Une commission spécialisée formation (CSF) dédiée au développement durable a été créée dans le cadre du comité de coordination de la formation.</p> <p>Pour l'ensemble des agents, le développement durable est intégré dans les formations initiales, d'adaptation à l'emploi et dans le cadre de la formation continue.</p> <p>Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.</p>	
<p>6 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes</p>	<p>Le ministère de la Défense a participé à la réunion plénière du DEFNET (Defence Network), réseau informel d'experts du droit européen de l'environnement des ministères de la défense des Etats membres de l'Union européenne, les 30 et 31 octobre 2013 à Vilnius (Lituanie).</p>	
<p>7 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable.</p>	<p>Le club des ambassadeurs du développement durable (10 membres représentants l'ensemble des services) est mobilisé sur le projet de future SNTEDD. Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ceux-ci se poursuivront en 2014.</p>	<p>Tous les ministères</p>



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de la Culture et de la Communication

| Janvier 2014

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Mobiliser les lieux interactifs d'exposition du savoir et de vulgarisation scientifiques et faire des programmes d'actions avec les centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI)

La dimension développement durable est intégrée dans la programmation des expositions permanentes et temporaires. A titre d'exemple, les thèmes de la mobilité et de l'énergie sont présents dans les expositions permanentes et l'exposition temporaire « habiter demain ».
Des coopérations sont organisées avec les CCSTI notamment sur les contenus audiovisuels et le travail en réseau sur des projets d'exposition ou de médiation.

Ministère de l'éducation nationale

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

2

Veiller à l'extension du dispositif de plan de gestion des jardins historiques aux établissements de votre ministère et faire des propositions sur l'évolution de la place et du rôle des jardins en ville

Suite à la sollicitation des établissements publics ayant des jardins et/ou des effectifs jardiniers, les invitant à mettre en place un plan de gestion, la Direction générale des patrimoines a reçu des réponses témoignant de degrés d'avancement divers selon les établissements.
Le sujet des jardins en ville a été retenu lors de la présentation du programme de travaux 2014 au Conseil national des parcs et jardins.
Dans le cadre du projet de loi Patrimoines, soumise au Parlement en 2014:
* seront créées les futures cités historiques qui auront vocation à assurer la protection des paysages remarquables « urbains ».
* est ajouté un nouveau chapitre « domaines nationaux » dans le code du patrimoine dont les dispositions garantiront notamment la sauvegarde de l'intérêt paysager, faunistique et floristique de ces ensembles.

3

Inclure systématiquement l'objectif de sensibilisation aux enjeux de biodiversité des personnels travaillant dans les structures

La présentation de la stratégie nationale de biodiversité a eu lieu en décembre dernier devant l'ensemble des correspondants Développement durable du ministère de la culture (d'administration centrale, des directions régionales des affaires culturelles, des établissements publics et services à compétence nationale).
Les interventions faites à l'occasion du "Rendez-vous du développement durable" consacré à la préservation de la biodiversité en avril sont désormais accessibles sur l'Intranet du ministère.

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

4

Proposer des évolutions réglementaires concernant l'intervention des architectes dans la conception urbaine et la maîtrise d'œuvre

Le ministère de la culture rédige ou participe aux projets de loi en cours (lois ALUR, du patrimoine et de la construction) pour :

- * veiller à la meilleure articulation possible des questions de surélévation et de densification avec celle de la qualité urbaine.
- * conforter et repositionner les conseils architecturaux, urbains, paysagers et environnementaux (CAUE) pour l'application de ces principes et rendre obligatoire le CAUE sur l'ensemble du territoire d'une commune possédant un espace protégé.

Les préconisations du rapport d'inspection conjointe sur le mode de calcul des surfaces, central dans la question du plafond de dispense du recours obligatoire à l'architecte, sont actuellement dans la phase de débat contradictoire.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

5

Faire évoluer la réglementation sur l'affichage publicitaire

Le ministère de la culture proposera au ministère chargé de l'environnement de mieux encadrer les dérogations à l'interdiction d'affichage publicitaire dans les cités historiques (qui seront instituées dans le cadre du projet de loi Patrimoines, qui sera examiné par le Parlement en 2014) en intégrant tout ou partie des dispositions des règlements locaux de publicité (RLP) dans les plans de sauvegarde et de mise en valeur. Ce sujet sera traité dans le cadre des décrets d'application de la loi Patrimoines.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

6

Contribuer à la lutte contre l'artificialisation des espaces naturels et agricoles

Les réunions avec le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) ont permis de valider le principe de la mise en place d'un groupe de travail conjoint concernant la « préservation des espaces agricoles, de leurs fonctions et de leurs qualités paysagères ». Les pistes de travail retenues donneront lieu à un travail conjoint avec le MAAF courant 2014.

Les cités historiques qui devraient être instituées dans le cadre du projet de loi Patrimoines (examen au Parlement en 2014) s'inscriront dans le cadre des politiques de l'État en faveur des quartiers anciens dégradés et contribueront à renforcer l'attractivité des centres anciens.

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Ministère de l'égalité des territoires

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

7

Veiller à la formation des architectes et entreprises spécialisées pour intégrer les enjeux d'efficacité énergétique dans la rénovation des bâtiments inscrits, ou classés au titre des monuments historiques.

Les institutions et particuliers propriétaires de monuments historiques feront l'objet d'actions de sensibilisation

A l'occasion de la modernisation de la directive européenne Reconnaissance des Qualifications Professionnelles, le développement durable sera inscrit dans la liste des compétences à acquérir durant la formation d'architecte. L'amélioration thermique du bâti existant est intégrée dans les Diplômes de spécialisation et d'approfondissement (DSA). La sensibilisation des institutions et propriétaires de monuments historiques s'est notamment traduite par la valorisation des aspects liés au développement durable auprès des directeurs des services à compétence nationale lors des conférences budgétaires annuelles et par la sensibilisation des Etablissements publics pour améliorer l'intégration du volet Développement durable dans leurs contrats de performance. Enfin, le ministère veille à intégrer les enjeux de la transition écologique intégrant la qualité architecturale en utilisant différents leviers (directives et normes, formations sur le bâti existant, label patrimoine XXème, AVAP, audits énergétiques, plan bâtiment durable...).

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'égalité des territoires

8

Contribuer au développement des filières d'énergie renouvelable:

- par la recherche architecturale, urbaine et paysagère

- en facilitant l'implantation des installations de production d'énergie éolienne tout en préservant la valeur culturelle et paysagère des biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial, monuments historiques, sites et espaces protégés.

- en participant au développement de ces filières en faisant des propositions en 2013

La problématique de l'implantation des éoliennes est intégrée aux thématiques abordées avec le MAAF dans le cadre du groupe de travail conjoint concernant la « préservation des espaces agricoles, de leurs fonctions et de leurs qualités paysagères ».

La ministre de la culture a proposé au ministre de l'écologie la mise en place d'un groupe de travail conjoint destiné à élaborer une doctrine commune au sujet de l'implantation d'éoliennes suivant les caractéristiques des paysages, intégrant la problématique des biens culturels. Deux sessions du "Programme IMR : Penser l'architecture, la ville et les paysages au prisme de l'énergie" sont en cours d'étude et une troisième session a été lancée en septembre. Le Ministère aide à l'organisation du Concours Solar Decathlon 2014 en mettant à disposition un enseignant de l'ENSA de Grenoble et en subventionnant les deux équipes françaises en compétition.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'égalité des territoires

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

9	Généraliser la connaissance des enjeux de transition écologique dans le cursus des professions	Deux contrats doctoraux concernant les professions liées à l'architecture et concernant les enjeux de la transition écologique (et plus particulièrement la théorie et pratique de la conception architecturale et urbaine) ont été financés et attribués sur la période 2013-2014.
10	- Favoriser l'intégration de ces enjeux dans les formations continues - sensibiliser dans les établissements d'enseignement supérieur	Le ministère de la culture et de la communication a subventionné 6 cursus de formation continue en lien direct avec les enjeux de transition écologique et l'association de recherche sur la ville et l'habitat (ARVHA) a également bénéficié d'une subvention pour une formation sur ce thème.
11	Favoriser le développement dans l'enseignement artistique et la programmation culturelle des établissements des nouvelles approches de la relation entre nature et homme	Le ministère de la culture encourage les artistes à s'engager dans la prise en compte du développement durable notamment à travers les dispositifs de soutien direct aux commandes d'œuvres ou d'aide à la création. Deux exemples d'intégration du DD ont été retenus pour figurer dans le bilan de la stratégie nationale : « le radeau d'automne » de Nils Udo et « les maisons sylvestres » de Nathalie Crasset.
12	Faire des propositions pour la commande publique architecturale et artistique	Une campagne d'audits sur les théâtres a été réalisée sur l'année 2013. Elle a fait l'objet d'une restitution en administration centrale au mois de novembre. Une synthèse en sera extraite et diffusée aux cibles concernées.
13	Inciter les professionnels de la presse écrite à l'usage de matières premières recyclées.	La charte sur le développement durable a été signée le 17 juillet par les éditeurs de presse.

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

14

Elaborer des propositions d'amélioration des règles et pratiques de la maîtrise d'ouvrage publique.

Le groupe de travail, piloté par le ministère, visant définir les conditions de la production de la qualité architecturale des constructions dans le contexte de la transition écologique, a donné lieu à un rapport de synthèse comprenant des propositions. Une fiche d'expertise destinée à permettre aux architectes-conseils d'initier ou d'amorcer des actions destinées à l'amélioration des performances énergétiques dans les projets de musées ou lors des opérations de modernisation ou de rénovation de musées est en cours d'élaboration pour 2014. Le pôle muséographique du service des musées de France a participé au groupe de travail ENERGIE-MUSE qui a permis d'établir un état des lieux des dépenses énergétiques avec des propositions de scénarios.

15

Adapter et faire évoluer la qualité architecturale et l'évolution des usages tout en contribuant à la réflexion sur la ville durable

Des propositions ont été portées dans l'élaboration des lois Patrimoine et Logement-urbanisme afin d'intégrer la question de la qualité architecturale. Le projet de loi Patrimoine introduit dans le Livre VI du code du patrimoine, un nouveau titre intitulé Qualité architecturale, permettant de promouvoir la qualité architecturale sur tout le territoire (label Patrimoine du XXe siècle, médiation, dérogation, conseil). Les plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) sont tournés vers le projet et intègrent les objectifs de déplacements urbains et d'habitat, de développement durable et de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

16

Articuler les enjeux de l'agenda 21 environnemental et sa composante culturelle

Une démarche d'agenda 21 a été menée par l'Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette. Elle a été présentée à des responsables d'administration centrale. A l'occasion de la dernière réunion de l'ensemble des correspondants DD, les caractéristiques et modalités de mise en œuvre des agendas 21 ont été exposées par un intervenant du ministère de l'écologie. Cette sensibilisation a été l'occasion d'échanger sur un enrichissement de la dimension culturelle des agendas 21.

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

17

Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes dans votre champ de compétence

Le ministère de la culture veille au suivi de l'intégration du développement durable parmi les compétences à acquérir pour la profession d'architecte dans le cadre de la modernisation de la directive Reconnaissance des Qualifications Professionnelles (en cours d'adoption).

18

Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique

Un travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.

Tous les ministères

19

Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique

Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.

Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

| Janvier 2014

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Veiller à l'élaboration, pour juin 2013, par les alliances Allenvi, Aviesan et Athena, d'un plan prévention, épidémiologie et recherche fondamentale en toxicologie et en éco-toxicologie préventive	Les alliances sont mobilisées depuis décembre 2012.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Faire participer le corps d'inspection de votre ministère (IGAENR) à l'évaluation du Plan national santé environnement (PNSE 2)	La lettre de mission conjointe aux 3 inspections (Ministères Affaires sociales, écologie, recherche) a été envoyée le 10 décembre 2012. L'inspection est achevée.	Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Faire participer les organismes de recherche concernés, regroupés au sein des alliances Allenvi et Aviesan, à l'élaboration du nouveau plan PNSE 3	Les alliances ont été mobilisées.	Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4 Faire participer les organismes de recherche concernés, regroupés au sein des alliances Allenvi et Aviesan à la réflexion sur une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens	Les Alliances AllEnvvi et Aviesan et des représentants du MESR (DGRI) ont participé au Comité piloté par le ministère de la Santé.	Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
5 Développer la recherche participant à la transition énergétique par les programmes thématiques de l'Agence nationale de la recherche (ANR)	Les programmes thématiques ont été validés par le Conseil d'administration de l'ANR (« transports durables et mobilité », « villes et bâtiments durables », « systèmes énergétiques efficaces et décarbonés », « biomatières et bioénergies ») et inscrits au budget 2013. Les appels d'offres ont été lancés.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
6 Appuyer une initiative par le biais de l'ADEME sur des démonstrateurs d'énergie hydrolienne à taille pré-industrielle	L'initiative est inscrite dans les investissements d'avenir. Un appel à manifestation d'intérêt (AMI), lancé le 13 mai est clôturé et les réponses sont en cours d'examen.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
7 Faciliter l'implication de la communauté scientifique à l'international dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité	L'alliance AllEnvi a donné son accord pour représenter l'ensemble de la communauté scientifique concernée dans l'IPBES. Cela est en cours pour le GIEC. La communauté scientifique est mobilisée pour préparer le COP 2015	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires étrangères
8 Contribuer, aux côtés du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et des autres ministères concernés, à la conception de la future agence de la biodiversité (...)	Les entretiens ont été réalisés avec les préfigureurs désignés par la ministre en charge de l'écologie avec prise en compte dans la mission de la modification des statuts du MNHN. Ces entretiens ont été pris en compte dans l'élaboration de la loi biodiversité.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
9 Contribuer à la définition du comité national de la biodiversité, en veillant à la bonne articulation avec l'alliance Allenvi et la Fondation de recherche pour la biodiversité (FRB).	Le ministère a participé aux réunions organisées par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Une inspection de la FRB a été lancée en janvier dernier à la demande des fondateurs pour s'assurer de l'adéquation de l'outil et est aujourd'hui achevée. Le rapport sert de base au travail des fondateurs de la FRB qui ont engagé un recentrage des missions de la Fondation plus compatible avec son rôle au sein de l'alliance de l'environnement AllEnvi et son modèle économique.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
10 Réaliser un état des lieux des actions existantes intégrant une dimension écologique, environnementale et/ou de développement durable au sein des formations de l'enseignement supérieur	L'état des lieux est effectué. Ces travaux serviront de base à la promotion des filières vertes. Ils préfigurent les actions inscrites dans le cadre des engagements de la conférence environnementale 2013 au titre de la formation et s'inscriront dans la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable.	
11 Développer la recherche sur les sujets relatifs à la transition écologique et favoriser l'apport de l'expertise scientifique au profit des autorités publiques	L'objectif de la transition écologique est intégré dans les lettres de mission des nouveaux dirigeants d'organismes de recherche ainsi que dans les lettres de cadrage budgétaires des organismes de recherche.	

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
12 Soutenir les activités de la recherche appliquée en lien notamment avec les pôles de compétitivité dans le domaine environnemental	Le ministère participe activement aux appels d'offres gérés par l'ADEME dans le cadre des investissements d'avenir. La contractualisation des instituts d'excellence énergies décarbonées est en cours.	
13 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	Le ministère est engagé dans l'élaboration de la SNRE, le suivi et la révision de la SNB. La transition écologique sera prise en considération dans la nouvelle stratégie nationale de recherche prévue dans la future loi « enseignement supérieur et recherche ». Le ministère participe également activement à Horizon 2020, document de référence pour la recherche de l'Union européenne	
14 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Les enjeux de la transition écologique sont pris en compte dans l'action du responsable du développement durable au sein du secrétariat général commun aux ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'éducation nationale. Un travail interministériel sur la définition du contenu d'un module de formation à la transition écologique est en préparation.	Tous ministères
15 Mobiliser les services en vue de l'engagement de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	Un HFDD a été désigné en 2012 et une organisation interne dédiée est en cours de mise en place. Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.	Tous ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Droits des femmes

| Janvier 2014

Ministère des Droits des femmes

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 S'attacher à renforcer la place des femmes dans les instances de gouvernance, dans le secteur public et privé	Le projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes, adopté par le sénat en première lecture le 17 septembre 2013 et dont l'examen à l'assemblée nationale est prévu pour le 20 janvier 2014, fixe des objectifs transversaux pour l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités, dans les sphères politique, professionnelle et sociale. Le projet de loi prévoit par ailleurs de renforcer l'implication des collectivités territoriales dans la mise en oeuvre de la politique intégrée de l'égalité.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Porter, dans le cadre du plan d'actions « une troisième génération des droits des femmes : vers une société de l'égalité réelle », une attention particulière à l'accès des femmes au potentiel d'emplois que représentent les filières en développement, liées à l'économie verte	Dans le cadre de la mise en place du Plan mixité des métiers 2014, le ministère du Droit des femmes (MDDF) et le ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE), développeront des actions communes pour favoriser la mixité des emplois dans les grands métiers de l'écologie, du développement durable, de l'énergie et des transports. Dans ces domaines, l'ouverture à la mixité constitue un potentiel important d'emplois pour les femmes. Le MDDF travaillera avec les branches des secteurs concernés	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Veiller à favoriser la mixité dans l'accès aux emplois relevant des dispositifs de prévention des risques ou contribuant à la résilience des territoires	Le ministère des droits des femmes promeut de manière générale la mixité dans toutes les filières de formation et soutiendra les initiatives du ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie, dans le cadre de son plan d'action pour la mixité des métiers, et du ministère de l'Education nationale en ce sens.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'Education nationale
4 Rechercher l'ouverture aux femmes des opportunités offertes par les emplois d'avenir dans le domaine de la protection de l'environnement	La loi relative aux emplois d'avenir a retenu le principe de mixité de même que la loi sur les contrats de générations. Le ministère des droits des femmes soutiendra les initiatives du ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) en ce sens, en particulier dans le cadre de la feuille de route 2014 du MEDDE qui sera arbitrée lors du second comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
5 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	La politique de transition écologique est prise en compte dans l'ensemble des champs d'action du ministère.	

Ministère des Droits des femmes

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
6 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le ministère encourage ses agents à suivre des formations de sensibilisation aux enjeux de la transition écologique et soutient les initiatives en ce domaine de la part du Secrétariat général du gouvernement (formation "inscrire l'action publique dans la transition énergétique" par exemple). Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
7 Mobiliser les services en vue de l'engagement, dès le début de l'année 2013, de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
8 Désigner un haut fonctionnaire pour le développement durable (HFDD)	Pour assurer pleinement l'animation et la coordination des services sur les enjeux de transition écologique et de développement durable, un HFDD a été désigné, commun pour les ministères de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et de la vie associative (MJSEPVA), des affaires sociales et de la santé, du travail (MASS), de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social (MTEFPDS) ainsi que pour celui des droits des femmes (MDDF).	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Agriculture,
de l'Agroalimentaire et de la Forêt

| Janvier 2014

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Etendre l'observatoire de la consommation des espaces agricoles aux espaces naturels et forestiers	Ces dispositions sont inscrites dans le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt (LAAF) actuellement en examen au Parlement.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'égalité des territoires et du logement
2 Mettre en œuvre, en lien avec le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le plan « Abeille » qui sera publié d'ici la fin de l'année 2012	Le plan de développement durable de l'apiculture (2013-2015) a été présenté en février 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Accompagner le MEDDE dans l'élaboration, d'ici la fin de l'année 2013, d'un plan « pollinisateurs »	Les travaux sont en cours.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4 Affirmer dans les négociations en cours sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC) la volonté de la France pour verdissement ambitieux de l'ensemble de la PAC au service de la biodiversité et de l'environnement	La position défendue par la France a permis que le verdissement des soutiens directs reste ambitieux, après les négociations entre parlement, conseil et commission, malgré les positions défensives de nombreux Etats Membres. Il réoriente notamment en France les aides vers l'élevage et l'emploi, et favorise le développement de l'agroécologie.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
5 Etablir, d'ici mi-2013, un programme national en faveur du développement de l'agriculture biologique	Le plan « ambition bio 2017 » a été présenté au printemps bio le 29 mai 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
6 Engager un plan d'actions pour diminuer fortement l'utilisation des produits phytopharmaceutiques	Un plan d'action intégrant de nouvelles priorités a été élaboré en octobre 2012 et fait l'objet d'un suivi. Des dispositions présentes dans la loi d'avenir permettront de disposer de nouveaux moyens réglementaires. Un plan d'action « biocontrôle » a également été élaboré et fait l'objet d'un suivi.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
7 Lancer immédiatement une mission conjointe MEDDE / MAAF / MRP de création d'un fonds bois-carbone et d'un « comité national filière bois »	La mission confiée au CGAAER, CGEDD et CGEIET a débouché sur un rapport « vers une filière intégrée de la forêt et de bois » publié le 18 juin 2013. Un plan national d'action pour l'avenir des industries du bois a été adopté le 17 octobre 2013 et un « fonds stratégique forêt-bois » créé dans le cadre de la loi de finances 2014.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du redressement productif
8 Engager un plan national biogaz	Le plan « Energie-Methanisation- Autonomie Azote » a été présenté le 29 mars 2013 et sa mise en oeuvre engagée sur le volet azote (homologation des digestats) et sur le volet méthanisation (mesures de simplification administrative pour les projets de méthanisation dans le cadre du projet de loi d'habilitation « simplification et sécurisation de la vie des entreprises », convention Etat-Région signée en août 2013 en Midi Pyrénées pour le développement de la méthanisation, convention MAAF – GDF Suez signée en septembre 2013 notamment sur le développement de la méthanisation agricole).	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
9 Préciser les modalités d'accès et de partage des avantages liés à l'utilisation des ressources génétiques agricoles	Le ministère participe aux travaux lancés par le MEDDE sur ce volet de la loi cadre sur la biodiversité, en conformité avec les orientations définies dans le plan d'action « semences et agriculture durable » du ministère.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
10 Contribuer au maintien du moratoire sur les OGM actuellement autorisés en Europe	Le conseil d'État a annulé les mesures prises par la France dans un arrêté de mars 2012 pour interdire la culture du maïs transgénique MON810. En effet les clauses de sauvegardes invoquées par le précédent gouvernement notamment en 2012 n'étaient pas suffisamment étayées. Tirant les conséquences de cette décision, les services travaillent sur de nouvelles pistes pour créer un cadre réglementaire adapté durablement au maintien du moratoire sur la mise en culture de semences OGM. Une décision sera prise avant les prochains semis (avril-juin 2014)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
11 Réviser, dans un sens restrictif, l'arrêté visant à renforcer les conditions dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de l'épandage aérien de produits phytosanitaires	Le projet d'arrêté a été signé en décembre 2013 par les ministres concernés, en charge de l'agriculture, de l'écologie et de la santé.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
12 Participer à la mise en œuvre des programmes d'actions prioritaires en matière de rétablissement des continuités écologiques (trame verte et bleue)	Les travaux sont en cours. Le décret sur les orientations nationales va paraître sous peu.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
13 Associer les établissements publics dont vous avez la tutelle à la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB)	Les travaux sont en cours.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
14 Apporter votre concours à la réalisation, d'ici juin 2013, du bilan de la politique de l'eau de 2006 à 2012 et des actions engagées dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau	Une évaluation de la politique de l'eau a été engagée par décision Comité interministériel de modernisation de l'action publique (CIMAP) du 18 décembre 2012. Ses conclusions ont été rendues en août et ont alimenté la table ronde sur cette question lors de la conférence environnementale de septembre 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
15 Identifier spécifiquement l'utilisation de l'eau en agriculture	La mission confiée au député Philippe Martin, assisté du CGAAER et du CGEDD, a rendu son rapport le 5 juin 2013 et a alimenté la conférence environnementale sur ce sujet.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
16 Présenter des propositions concrètes sur la qualité de l'air intérieur et extérieur et la qualité des eaux	Dans le cadre du PNSE 2, et en particulier du plan particule, des projets de recherche ont été engagés sur la quantification et la réduction des émissions d'ammoniac et de particules, les subventions de modernisation des bâtiments d'élevage ont été étendus en 2012 à la qualité de l'air avec la couverture de fosses à lisier et le matériel d'épandage. Une étude ADEME/CITEPA est en cours pour des fiches action sur les potentialités de réduction de des émissions de l'agriculture française aux horizons 2020 et 2030.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

17

Contribuer aux travaux de réforme de la fiscalité écologique et veiller notamment au renforcement du caractère incitatif de la fiscalité sur les polluants de l'eau afin de réduire l'usage des produits phytosanitaires

Les conclusions de la conférence environnementale ont retenu l'élargissement de l'assiette phytosanitaire et le relèvement du taux de TVA pour les engrais azotés. Les travaux se poursuivent sur la fiscalité de l'azote.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'économie et des finances

18

Contribuer à la réflexion sur le lien entre fiscalité et aménagement, aux fins de prévenir l'étalement urbain

Les travaux et concertations en cours dans le cadre du projet de loi d'avenir pour l'agriculture et des projets de loi urbanisme.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'économie et des finances

19

Appuyer l'innovation dans les énergies renouvelables (biocarburants de 2e et 3e génération et autres bioénergies) et la sobriété d'usage des matières premières non renouvelables (chimie verte, recyclage, valorisations de la biomasse etc.)

La mission CGAAER/CGEIET sur la fiscalité des biocarburants a rendu ses conclusions en juillet 2013. « chimie verte et biocarburants », « Énergies renouvelables » et « Industries du bois » font partie des 34 plans de reconquête industrielle présentés par le président de la république le 12 septembre. La réflexion est en cours sur l'évolution des cellules biomasse et la structuration de l'observatoire de la biomasse.

Ministère du redressement productif
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

20

Prendre en compte la transition énergétique dans les réflexions sur les transitions professionnelles
Développer la sensibilisation et l'information des publics (les étudiants, les actifs, les entreprises) sur les métiers verts ou verdissants

Le ministère participe aux réflexions dans le cadre du débat national sur la transition énergétique et de la loi correspondante. L'agroécologie est prise en compte progressivement dans la rénovation des diplômes: CAPA, BTSA et écoles d'ingénieur.

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
21 Recenser et promouvoir des pratiques agricoles innovantes	C'est l'objet du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt actuellement en examen au parlement. Il reconnaît en particulier, des projets de groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) et prévoit également des mesures pour développer le biocontrôle et mieux maîtriser l'utilisation des produits phytosanitaires et des antibiotiques.	
22 Orienter, au travers de la future loi, l'agriculture vers une moindre dépendance aux intrants, une meilleure prise en compte de l'environnement	<p>Le ministre a lancé le projet agroécologique pour la France le 18 décembre 2012.</p> <p>Le rapport Guillou « vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement » a été remis le 11 juin 2013.</p> <p>Une plateforme contributive « produisons autrement » a été créée et des appels à projets CASDAR spécifiques pour l'innovation et le développement en agroécologie.</p> <p>Le développement de la certification environnementale se poursuit ainsi que la remise annuelle de trophées de l'agriculture durable valorisant des pratiques innovantes.</p>	
23 Poursuivre la diminution de la dépendance de la France vis-à-vis des protéines végétales pour l'alimentation animale	Un "plan protéines" est en cours d'élaboration, s'appuyant sur les outils de la PAC (aides couplées, MAE), mobilisant la recherche et l'expérimentation, dans le cadre notamment de nouveaux modèles de production doublement performant sur le plan économique et environnemental.	
24 Lutter contre le gaspillage alimentaire et limiter le sur-emballage	Sept filières agroalimentaires se sont engagées dans une démarche volontaire d'amélioration de la composition nutritionnelle de leurs produits qui devra déboucher sur la signature d'accords collectifs en 2014. Par ailleurs, un pacte national contre le gaspillage alimentaire a été signé le 14 juin 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
25 Participer également aux travaux conduits par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie concernant l'information des consommateurs sur les impacts environnementaux des produits alimentaires	Après un an d'expérimentation, les difficultés méthodologiques spécifiques au secteur agroalimentaire nécessitent la poursuite des travaux en cours, avec notamment l'impossibilité de contrôler les données issues de l'importation.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
26 Veiller à la cohérence entre la transition écologique et les politiques européennes	La transition écologique a été prise en compte, notamment dans les négociations relatives à la politique agricole commune.	
27 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel est en cours sur un module de formation continue aux enjeux du développement durable. En ce qui concerne la formation initiale, ces enjeux ont été pris en compte dans le cursus des ingénieurs élèves fonctionnaires des ponts, des eaux et des forêts fournissant les cadres du MAAF et du MEDDE.	Tous les ministères
28 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche à l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ceux-ci se poursuivront en 2014.	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement

pour le ministère de la Réforme de l'État,
de la Décentralisation et de la Fonction publique

| Janvier 2014

Ministère de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Assurer la bonne articulation entre le débat national sur la transition énergétique et la loi de décentralisation	<p>Des chefs de file et des compétences propres en matière d'énergie, de transport et de biodiversité ont été attribuées dans le cadre de la loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM).</p> <p>L'ensemble des compétences et des intervention sera précisé dans les prochains projets de loi de décentralisation, ainsi que dans la loi cadre sur la biodiversité et la loi de programme sur la transition énergétique qui seront examinées en 2014.</p>	
2 Veiller à ce que les enjeux environnementaux et de développement durable figurent dans les plans de formation des agents de la fonction publique	<p>Les formations portant sur le développement durable (y compris la transition écologique donc) représentent 2,7% du temps de formation des agents.</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p> <p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
3 Participer à la réflexion sur l'évolution des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER)	<p>Le renouvellement des CESER est en cours depuis le 1er Novembre 2013.</p>	<p>Ministère de l'Intérieur</p> <p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
4 Prendre en compte les enjeux de la transition écologique dans la conduite des chantiers de modernisation de l'action publique dont le pilotage vous incombe	<p>Parmi les différentes décisions prises par le comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP) de décembre 2013, l'évaluation sur la gestion locale des déchets ménagers est un chantier à engager.</p>	
5 Accompagner et proposer amélioration des Plans climat énergie territoriaux (PCET)	<p>Une réflexion est engagée sur l'articulation entre les schémas et plans en matière d'énergie, notamment dans le cadre de la loi de programme sur la transition énergétique.</p> <p>Il conviendra de favoriser une réflexion favorisant la couverture de tout le territoire, l'absence de doublons et une mise en œuvre effective.</p>	<p>Ministère de l'Intérieur</p> <p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
6 Engager la réflexion pour mieux coordonner entre les collectivités et à l'échelle régionale les politiques de circulation, de transport des personnes et de marchandises	Le schéma régional de l'intermodalité figure dans le premier volet de la loi MAPTAM. Les prochains projets de décentralisation devraient permettre une meilleure articulation entre les schémas, notamment transport/aménagement/développement économique (donc transport de marchandise).	
7 Participer à la démarche de réforme des dispositions relatives aux marchés publics, afin de favoriser la prise en compte des enjeux de transition écologique	Le ministère travaille sur la réforme de la directive de l'open data : la directive Information du secteur public.	
8 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes		
9 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous les ministères
10 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche à l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ceux-ci se poursuivront en 2014.	Tous les ministères
11 Désigner un haut fonctionnaire pour le développement durable (HFDD)	Un Haut Fonctionnaire a été désigné le 20 février 2013.	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Outre-mer

| Janvier 2014

Ministère des Outre-mer

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Organiser des débats locaux dans la perspective de préparation à la loi-cadre en relation avec les collectivités d'outre-mer, pour aboutir à des stratégies territoriales de la biodiversité	Les débats ont été organisés dans les DOM dans les mêmes dispositions que pour la métropole.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
2 Mobiliser les acteurs pour achever les inventaires de la biodiversité Outre-mer	Des besoins en matière d'inventaire sont à évaluer. Des programmations pluriannuelles d'inventaires devront être réalisées en fonction des financements disponibles.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
3 Compléter le réseau d'espaces protégés	Les diagnostics territoriaux sont à bâtir dans le cadre des travaux des futurs IFREBIOM au regard des schémas régionaux de cohérence écologique.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
4 Contribuer aux travaux sur le dispositif d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages (APA)	La préparation du projet de loi-cadre biodiversité a fait l'objet de réunions régulières entre la DGOM et la DEB pour l'écriture du titre IV consacré à l'APA.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
5 Veiller à préparer des modalités de participation des populations traditionnelles des Outre-mer, conformes à l'esprit et aux dispositions du Protocole de Nagoya	Cette préconisation est intégrée à la rédaction du titre IV du projet de loi-cadre biodiversité.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère des Outre-mer

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
6 Veiller à l'articulation des services de l'Etat avec les collectivités d'Outre-mer dans la perspective de la création de la future agence de la biodiversité	Le ministère a formulé des observations au rapport de préfiguration, dans lesquelles il souhaite une représentation locale de l'agence adaptée aux enjeux ultramarins. Ainsi, le titre 3 du projet de loi prévoit que le Conseil d'Administration comprendra deux parlementaires ultramarins sur quatre.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
7 Participer à l'évaluation nationale des écosystèmes et des services écosystémiques	Le ministère va participer au comité de pilotage du projet EFESE (Évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques).	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
8 Apporter votre appui aux ministères chargés de l'écologie et du redressement productif pour le développement des énergies renouvelables	Le ministère a participé au débat national sur la transition énergétique. Une synthèse des contributions outre-mer a été présentée lors de la réunion du Comité national du débat sur la transition énergétique le 8 juillet. Ces propositions alimenteront la rédaction des mesures outre-mer du projet de loi en cours de préparation.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
9 Redynamiser la mise en œuvre du plan séisme Antilles (PSA)	Trois comités directeurs ont été organisés en 2013 pour fixer les objectifs de la deuxième phase du plan séisme Antilles, comprenant un volet contractualisation avec les collectivités locales. Par ailleurs, la DGOM a engagé une évaluation de ce plan qui sera conduite début 2014.	
10 Favoriser une meilleure gestion des déchets en outre-mer	Des échanges sont construits entre Eco-emballages avec le ministère et celui de l'écologie (DGPR) pour favoriser le développement de filières de valorisation adaptées.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère des Outre-mer

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

11

Mettre en place des modes de gouvernance associant les acteurs intéressés par la mer et le littoral dans les territoires ultra-marins, dans une perspective de gestion intégrée ;

Le décret sur les conseils maritimes ultramarins est rédigé, a été examiné en interministériel, a fait l'objet d'un examen dans le cadre du Comité interministériel de la mer de décembre 2013, a été transmis au SGG et est prêt à être envoyé au Conseil d'Etat.

12

Faire identifier les potentiels thérapeutiques, agricoles, industriels et écologiques issus de la biodiversité dans les Outre-mer, favoriser la synergie entre les centres de recherche et l'industrie et promouvoir le développement de la chimie verte

La méthode de travail reste à préciser avec le MESR, le MAAF et le MEDDE. Le ministère participe par ailleurs au comité outre-mer du réseau Allenvi.

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

13

Apporter votre concours au MEDDE pour la définition d'un réseau écologique terrestre et marin outre-mer et assurer son insertion dans la vie socio-économique des territoires.

Le MOM a coprésidé la table ronde biodiversité marine de la conférence environnementale 2013. La mesure n°32 de la feuille de route 2013-2014 pré voit d'assurer la poursuite de la mise en oeuvre de la stratégie des aires marines protégées.

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

14

Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes

Un séminaire sur les régions ultrapériphériques a été organisé le 11 avril 2013. De même un séminaire convergences a été organisé en Guyane du 28 au 31 mai 2013.

Ministère des Outre-mer

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

15	Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel sur la définition du contenu d'un module de formation à la transition écologique est en cours.	Tous ministères
16	Mobiliser les services en vue de l'engagement, dès le début de l'année 2013, de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Ceux-ci se poursuivront en 2014.	Tous ministères
17	Désigner sans délai un haut fonctionnaire pour le développement durable (HFDD)	Un HFDD a été désigné le 5 février 2013.	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Artisanat, du Commerce
et du Tourisme

| Janvier 2014

Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Participer à l'adaptation des métiers du tourisme à la transition vers l'économie verte

La mission menée par M. NOGUE sur l'adaptation et la promotion des métiers du tourisme a proposé des mesures concrètes pour mieux déceler les besoins en matière de formation, y compris sur les aspects du développement durable.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

2

Mobiliser les acteurs du commerce et de la distribution pour l'information du public sur les impacts environnementaux des produits

Le rapport sur l'affichage environnemental a été rendu par le Gouvernement au Parlement fin 2013. Les expérimentations ont montré la nécessité d'améliorer les méthodes d'analyse. La Commission européenne a lancé ses propres expérimentations sur le sujet.

3

Engager les acteurs de la grande distribution dans la lutte contre l'artificialisation des sols

La réglementation en vigueur sur l'aménagement commercial comprend désormais des critères "non économiques" dont la limitation de l'artificialisation des sols peut faire partie.

Ministère de l'égalité des territoires et du logement

4

Prendre en compte de l'impact du changement climatique dans le secteur touristique

La maîtrise de la gestion environnementale est intégrée dans les critères de la démarche PQT (plan qualité tourisme). Des hôtels participent au programme expérimental Hotel Energy.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

5

Soutenir l'adhésion des professionnels du tourisme aux écolabels de management environnemental

Des actions de sensibilisations ont été menées par Atout France, en particulier des publications ("choisir un label d'hébergement touristique durable") et des réunions à destinations des professionnels et par l'administration (Guide biodiversité outre-mer, colloque sur la biodiversité...)

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

6

Favoriser les systèmes territoriaux d'économie

Les produits locaux sont valorisés dans le cadre de la filière restauration mise en place par la ministre en particulier au niveau du titre de maître restaurateur.

7

Engager les réseaux d'entreprises et fédérations du bâtiment dans une logique de formation aux enjeux de transition écologique

La filière bâtiment est spécifiquement identifiée dans le cadre du pacte pour l'artisanat lancé par la ministre le 23 janvier.

Ministère de l'égalité des territoires et du logement

Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
8 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et politiques européennes		
9 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel est en cours pour élaborer un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous ministères
10 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.	Tous ministères
11 Désigner un haut fonctionnaire au développement durable (HFDD)	Mme Dominique VIEL a été désignée HFDD du ministère du redressement productif et du ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme, par arrêté du 2 août 2013.	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement

pour le ministère des Sports, de la Jeunesse,
de l'Éducation populaire et de la Vie associative

| Janvier 2014

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Piloter conjointement avec le MEDDE une réflexion débouchant sur des propositions avant fin 2013 sur les moyens permettant de parvenir à une meilleure reconnaissance de l'engagement des bénévoles des associations et des organisations œuvrant en matière d'environnement et de développement durable (« mandat environnemental »).
Un point d'étape de ces travaux devra être disponible à la fin du premier semestre 2013.
Proposer des actions permettant de sécuriser les financements de l'Etat aux associations œuvrant dans le domaine environnemental et de valoriser les compétences acquises dans l'action bénévole

Une enquête est en cours pour mesurer le degré de connaissance par les bénévoles des différents congés auxquels ils peuvent prétendre dans le cadre de leur engagement, les éventuels obstacles à leur utilisation et les améliorations nécessaires.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

2

Prendre en compte les besoins des associations environnementales dans la politique que vous menez de soutien à l'emploi associatif (emplois d'avenir)
Intégrer l'environnement comme axe prioritaire du programme de l'agence du service civique

Le MSJEPVA a atteint 17,6% des emplois d'avenir prescrits, le mettant au 3ème rang ministériel. Les associations peuvent ainsi développer un volet environnemental dans leurs nouvelles activités sport et jeunesse. Les missions de service civique dans le domaine du développement durable et de l'environnement représentent 12% de l'ensemble.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
3 Mobiliser les services et les établissements publics relevant de votre ministère, afin qu'ils contribuent activement aux débats organisés dans les régions, y compris en outre-mer, sur la biodiversité et la transition énergétique	Les directions régionales jeunesse, sport et cohésion sociale (DRJSCS) ont pu s'associer à des initiatives de directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). Des remontées d'information ont eu lieu à l'occasion des assises nationales de l'éducation à l'environnement et au développement durable en mars 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4 Sensibiliser aux enjeux de la transition écologique, dans le cadre du plan de formation continue, l'ensemble des personnels placés sous votre autorité ou relevant des établissements publics de votre ministère	Dans le cadre du plan national de formation tout au long de la vie (PNF) une formation en ligne a été programmée les 27, 28 et 29 mai 2013 sur le thème : "La place du sport dans la biodiversité et la transition écologique". Cette formation a rassemblé des agents des services déconcentrés (DRJSCS et DDI) et des établissements publics du ministère. Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	
5 Participer, y compris financièrement, à l'effort national d'éducation au développement durable et à l'environnement qui devrait aboutir à des Assises nationales en mars 2013	Le ministère a participé aux assises de l'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) à Lyon en mars 2013. Des subventions ont été octroyées au Collectif Français d'EEDD (CFEEDD) pour l'organisation des assises	
6 Renforcer la participation des structures de jeunesse, d'éducation populaire et des sports à la sensibilisation et à l'information sur la transition écologique Un centre de ressource sera créé à la direction des sports	Le centre de ressources collaboratif sport et développement durable a été lancé par la ministre en novembre 2012.	Ministère de l'Education nationale Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>7 Terminer le travail déjà entrepris pour mieux intégrer les enjeux de l'environnement et de la transition écologique dans les qualifications professionnelles et les diplômes relevant du champ du sport et de l'animation en diffusant au début de l'année 2013 les documents méthodologiques nécessaires aux organismes de formation</p>	<p>Toutes les qualifications professionnelles de l'animation et du sport devront intégrer l'éducation à l'environnement et au développement durable, selon les nouvelles dispositions introduites dans la réglementation des diplômes.</p>	
<p>8 S'associer à l'évaluation du plan national santé et environnement (PNSE) 2. Faire des propositions pour préparer le PNSE 3</p>	<p>L'évaluation du PNSE2 est en phase de finalisation. Celui-ci n'abordait que marginalement la promotion des activités physiques et sportives qui sont en revanche traitées dans le Plan national Nutrition santé 3 et le plan Sport Santé Bien Etre. Le ministère veillera à leur prise en compte lors de la préparation du PNSE3 en lien avec les ministères chargés de la santé et de l'écologie.</p>	<p>Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>9 Intégrer les enjeux de la transition écologique (information, actions concrètes et cohérence) dans les travaux qui seront menés au sein du Comité interministériel de la jeunesse de février 2013</p>	<p>Les enjeux sociétaux de la transition écologique se déclinent dans de nombreuses mesures du plan priorité jeunesse.</p>	<p>24 ministères ont contribué à la préparation du CIJ sous la coordination du MSJEPVA.</p>

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

10

Favoriser la prise en compte des enjeux de transition écologique dans l'organisation des manifestations sportives, en développant la sensibilisation et la formation des organisateurs ainsi que les outils de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Un outil pour faciliter la réduction des gaz à effet de serre a été réalisé et sera lancé au Salon des maires en novembre 2013. Il sera à la disposition des organisateurs d'événements sportifs

11

Veiller à inclure un volet de responsabilité sociale et environnementale des organisations (RSO) dans les partenariats conclus par votre ministère avec le réseau des fédérations sportives et ligues professionnelles

De nombreuses fédérations sportives et ligues professionnelles ont développé une démarche RSO. Des réflexions sont en cours dans le cadre de la mise en place des nouvelles conventions d'objectifs entre l'État et les fédérations sportives pour l'Olympiade 2014-2017. Une journée de sensibilisation sur la RSO/RSE et le sport a été organisée le 10 octobre 2013.

12

Mobiliser vos services pour l'élaboration de la stratégie nationale pour la transition écologique (SNTE)

Pour assurer pleinement l'animation et la coordination des services sur les enjeux de transition écologique et de développement durable, un HFDD a été désigné, commun pour les ministères de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et de la vie associative (MJSEPVA), des affaires sociales et de la santé, du travail (MASS), de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social (MTEFPDS) ainsi que pour celui des droits des femmes (MDDF). La direction des sports a lancé le bilan de la SNDDS 2010-2013 et la réactualisera en 2014, selon le nouveau cadre gouvernemental.

Des échanges interministériels ont eu lieu au second semestre sur une première ébauche de la future stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020. Les échanges se poursuivront en 2014.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie